

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2254 - 14 octobre 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

# Pour une riposte du monde du travail



**Montupet** <sup>p. 13</sup>

**Six semaines  
de grève  
contre  
la baisse  
des salaires**

**Mayotte**

**En lutte  
contre  
la vie  
chère**

p. 11

**De Dexia aux autres grandes banques**

**L'État au secours  
des financiers spéculateurs**

p. 6 et 7



# SOMMAIRE

## Leur société

- p. 4 ■ Budget 2012  
 ■ La prime dividendes  
 ■ Vivendi : régime fiscal de faveur  
 ■ Les compteurs Linky d'EDF
- p. 5 ■ Primaires socialistes : un faux choix  
 ■ Montebourg et "la gauche" du PS  
 ■ Arrêts de travail : une indemnisation en baisse
- p. 6 ■ De nombreuses classes sans enseignants  
 ■ Lycée Martin Nadaud : deux semaines de mobilisation  
 ■ Entrevue Sarkozy-Merkel : comment financer les financiers
- p. 7 ■ La faillite de Dexia épongée... avec l'argent des contribuables  
 ■ Endettement des villes : une manne pour les banques

## Dans le monde

- p. 8 - 9 ■ États-Unis : « les indignés »  
 ■ Pologne : après les élections  
 ■ Égypte : la répression d'une manifestation copte  
 ■ Tunisie : « images sataniques » et démagogie réactionnaire  
 ■ Israël- Palestine : les provocations du pouvoir israélien
- p. 10 ■ Côte d'Ivoire : cachez cette misère...
- p. 16 ■ Turquie : une solidarité subite avec les Palestiniens  
 ■ Steve Jobs : légende et réalité
- p. 11 ■ Mayotte : grèves et manifestations

## Il y a 50 ans

- p. 10 ■ 17 octobre 1961

## Dans les entreprises

- p. 11 ■ Peugeot-Poissy  
 ■ Manifestation à Lyon : trois infirmières blessées
- p. 12 ■ Arcelor Mittal - Florange  
 ■ Freescale - Toulouse  
 ■ GPV Davézieux
- p. 13 ■ Montupet  
 ■ Renault Sovab  
 ■ PSA - Saint-Ouen
- p. 14 ■ Transports en commun de Clermont  
 ■ STM  
 ■ La Poste - Échirolles
- p. 15 ■ Le 11 octobre à la SNCF

## Meetings

- avec Nathalie Arthaud  
 ■ p.16

# Fêtes de Lutte Ouvrière

## Grenoble

Dimanche 16 octobre  
à partir de 11 h 30

Salle des fêtes  
d'Échirolles

Allocution  
de Nathalie  
Arthaud à 15 h 30

## Le Mans

Samedi 22 octobre  
à partir de 16 h 30

Salle Pierre-Guédou  
(rue du Pont,  
près du lycée Marguerite-Yourcenar)

Allocution  
de Nathalie Arthaud à 20 heures

## Dijon

Dimanche 23 octobre  
à partir de 12 h

Maison de Marsannay,  
Marsannay-la-Côte

Allocution  
de Nathalie Arthaud à 15 h 30



## Angoulême

Dimanche 23 octobre  
de 12 à 18 heures

Logis de Chantoiseau, Place  
Chantoiseau, Saint-Michel

## Rouen

Samedi 5 novembre  
de 16 h à 24 h 30

Palais des Congrès de Oissel,  
à l'angle des avenues d'Anderter et  
Saint-Julien

Allocution  
de Nathalie Arthaud à 19 h 45

## Fourmies

Samedi 5 novembre  
à partir de 17 h

Salle des fêtes d'Ohain

# Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n°138

(septembre-  
octobre 2011)

- La crise de 2011
- Face à des dirigeants confédéraux en quête de reconnaissance par le pouvoir et le patronat : redonner confiance aux travailleurs dans leur capacité à imposer leurs revendications vitales
- Dépenses de santé : comment l'État puise dans les caisses de la protection sociale pour subventionner la bourgeoisie
- Libye : Sarkozy veut obtenir les fruits de son soutien à l'opposition armée
- Il y a vingt ans : le début de la dislocation tragique de la Yougoslavie

Prix : 2 euros  
Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

## SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière  
audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

## Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

## ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

# La contre-offensive du monde du travail reste à mener et à gagner

Quelque 200 000 personnes ont participé aux différentes manifestations qui ont eu lieu mardi 11 octobre, et certainement plus aux débrayages. Elles ont eu raison de se saisir de l'appel de certaines confédérations syndicales pour montrer que, face à la politique d'austérité, elles n'ont pas l'intention de baisser les bras.

Il fallait en être, malgré l'attitude des confédérations syndicales qui ont appelé à cette journée comme un âne qui recule, dans la dispersion et sans véritable préparation.

Il fallait en être, sans illusion sur la possibilité pour une seule journée d'action de faire reculer le grand patronat et le gouvernement. Pour les faire reculer, il faudra bien autre chose, une action déterminée, explosive, puissante, du monde du travail.

Aucun salarié, aucun chômeur, aucun retraité ne peut espérer échapper autrement que par la lutte à la volonté de la classe capitaliste de faire payer la crise de son économie aux exploités.

Une entreprise comme Montupet, qui soumet ses travailleurs au chantage d'accepter une réduction de près de 25 % de leur salaire ou de se retrouver à la rue par la fermeture de l'usine, fait encore figure d'exception. Mais d'autres la suivront, sous cette forme ou sous une autre. Une grande entreprise comme Peugeot-Citroën, qui planifie la fermeture de trois sites de production, avec plusieurs milliers de travailleurs dehors, malgré des profits confortables, des dividendes plantureux pour ses actionnaires – dont la famille Peugeot –, est représentative de tous ces grands trusts, à commencer par Unilever avec sa filiale Fralib, qui licencient, délocalisent ou réduisent leurs effectifs, toujours guidés par la même préoccupation d'accroître les revenus du capital, quitte à pousser vers le chômage et la misère une partie de leurs effectifs et faire crever au travail ceux qui restent.

Les attaques de la classe capitaliste seront d'autant plus féroces que la crise s'aggravera. Ni les dirigeants des États ni les têtes pensantes de l'économie ne maîtrisent la crise financière: tous abdiquent devant les banquiers. Cela se répercute déjà sur les entreprises de production.

Et il faut être conscient que, face au patronat, non seulement nous ne pouvons pas compter sur l'État mais, au contraire, l'État ne cesse de son côté de porter des coups au monde du travail. Ce n'est pas seulement lié à Sarkozy et à son gouvernement. Même si Sarkozy était écarté lors de l'élection présidentielle, son successeur, quel que soit celui qui sortira vainqueur de la primaire socialiste, brandira le montant de la dette accumulée par l'État pour nous dire qu'il faut faire des économies sur les services publics, sur les retraites, sur la Sécurité sociale, sur les hôpitaux ou l'Éducation nationale, pour rembourser cette dette qui a été pourtant faite au seul profit des banques et des groupes capitalistes.

Et, pendant qu'on annonce de nouveaux sacrifices, l'État continue à augmenter son endettement pour venir au secours des banquiers, menacés par la faillite d'États à qui ils ont prêté à des taux usuraires. Rien que les sommes versées pour la banque Dexia, pour la sauver en 2008 et, maintenant qu'elle est en faillite, pour dédommager ses actionnaires, auront représenté plusieurs dizaines de milliards, qui aggravent l'endettement de l'État français comme de l'État belge.

Alors, tant qu'on les laisse faire, ces grands patrons, ces banquiers, spéculateurs et irresponsables, et leurs porte-bidon du gouvernement, continueront, et cela ira de pire en pire.

La nécessité de réagir s'imposera tôt ou tard à l'ensemble du monde du travail. Mais il est important que ceux qui en sont déjà conscients le manifestent. Il est important de discuter de nos revendications vitales, de les faire connaître et partager.

Les travailleurs ne sont en rien responsables de la crise d'une économie capitaliste folle, qui s'étouffe dans sa propre graisse parce que l'argent dégagé de l'exploitation est consacré à la spéculation qui ruine l'économie.

Un emploi et un salaire sont les seules choses qui permettent aux travailleurs de vivre. Nous ne pouvons pas laisser le capital les démolir.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas accepter le chômage. Il faut interdire tout licenciement collectif et imposer la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire. Pour contrecarrer les effets des hausses de prix sur le pouvoir d'achat des salariés, il faut imposer une augmentation conséquente des salaires, afin de rattraper le retard, et l'indexation des salaires sur les prix, l'échelle mobile des salaires.

Ce n'est certainement pas une journée d'action qui permettra d'imposer ces objectifs. Mais, avant même que la colère du monde du travail explose avec assez de puissance pour faire reculer le patronat et le gouvernement, il faut discuter de nos objectifs, propager ceux qui unissent l'ensemble du monde du travail, en refusant que nos exigences soient détournées ou canalisées vers des revendications insuffisantes ou impuissantes à protéger nos emplois et notre pouvoir d'achat.

Le patronat et le gouvernement nous mènent une véritable guerre. Nous aurons à mener la nôtre. C'est l'intérêt des travailleurs, mais c'est aussi l'intérêt de bien d'autres catégories sociales qui subissent la loi d'une classe dominante avide et irresponsable qui, pour préserver des intérêts privés, conduit toute la société vers la ruine.

## • le 11 octobre

# Des dizaines de milliers de manifestants

Les manifestations du 11 octobre à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FSU, d'Unsa et de Solidaires, contre le plan d'austérité du gouvernement décidé au mois d'août avaient été convoquées avec retard et sans réelle préparation par les directions syndicales. Rien à voir donc, de leur part, avec la volonté d'en faire la première étape d'une mobilisation contre

les mauvais coups du patronat et du gouvernement.

Malgré cela, si les défilés et les rassemblements étaient bien loin de rassembler autant de participants que ceux de septembre-octobre 2010 contre la réforme des retraites, dans 200 villes, des dizaines de milliers de militants et de travailleurs du public et du privé ont tenu à exprimer leur refus de

faire les frais de la crise du capitalisme, leur dénonciation de la vie chère, des bas salaires et du chômage.

Partout, les cortèges de la CGT étaient, de loin, les plus nombreux. Le ton était souvent donné, en tête de manifestation, par les travailleurs en grève d'entreprises menacées de fermeture, comme ceux de Fralib et de la raffinerie de

LyondellBasell, à Marseille, de licenciements, comme ceux de Luminox-Cooper de Riom, à Clermont-Ferrand, ou d'une baisse des salaires, comme ceux de la Fonderie du Poitou, à Chatellerault.

À noter la participation importante dans beaucoup de défilés des travailleurs du secteur social et des employés des mutuelles, dénonçant les

mesures du gouvernement qui pénalisent les plus pauvres. Dans plusieurs grandes villes, des cortèges de lycéens se sont joints à la manifestation, pour dénoncer les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Le mécontentement et les raisons de lutter sont là, plus que jamais.

Jean-Jacques LAMY

## • Budget 2012

# Toujours moins pour la population

Pour arriver à faire encore plus d'économies, sous prétexte de réduire la dette publique, le gouvernement va récupérer 320 millions d'euros pris sur les budgets des opérateurs de l'État, ces organismes chargés de mettre en œuvre sa politique dans des domaines aussi variés que le cinéma ou l'eau par exemple. Au total, on compte 561 opérateurs de l'État, dont le budget se monte à quelque 39 milliards d'euros.

Une cinquantaine de ces opérateurs verront leurs revenus diminués, dont le Centre national du cinéma, les Voies navigables de France, les Agences de l'eau et leur filiale, l'Office de l'eau et des milieux aquatiques, l'Agence des infrastructures de transport ou encore le Centre national pour



le développement du sport.

L'État prélèvera 70 millions d'euros sur les recettes du Centre national du cinéma, 55 millions sur celles des Agences de l'eau et 53 millions sur celles de l'Agence des infrastructures. Au total 320 millions d'euros passeront des caisses de ces opérateurs à celles de l'État.

Pour justifier ces ponctions, le gouvernement dit que les recettes de certains opérateurs avaient augmenté beaucoup plus vite que l'inflation. Ainsi le Centre national du cinéma, financé par la taxe sur les services de télévision payée par les opérateurs télécoms, avait vu ses recettes augmenter de plus de 10% par an et était « assis sur un

tas d'or » de 770 millions d'euros.

Alors, pour l'État, il vaut mieux que cet or aille dans ses poches, avant de passer dans celles des banquiers qu'il s'apprête à financer de nouveau. Et tant pis pour les opérateurs et les actions qu'ils menaient, dans des domaines qui touchent aux services publics.

Cédric DUVAL

## L'arnaque de la prime dividendes

**Les entreprises de plus de cinquante salariés ayant distribué des dividendes en hausse doivent négocier d'ici le 31 octobre le versement d'une prime, pompeusement appelée par le gouvernement « prime de partage des profits ».**

Un montant possible de mille euros était claironné pour au moins quatre millions de salariés du privé. Cette promesse sarkozienne se révèle bien sûr sans lendemain mais, dans de nombreuses entreprises, des travailleurs n'apprécient pas du tout qu'on se

moque ainsi d'eux.

Il y a des exemples qui relèvent de la pure provocation. La direction de l'institut de sondage Ipsos a ouvert les négociations en proposant une prime de six euros ! Puis, se ressaisissant, elle a carrément quadruplé la mise à 24 euros ! Résultat mérité : depuis jeudi 6 octobre, plusieurs centaines de vacataires des sites téléphoniques sont en grève.

Chez Securitas, c'est entre 3,5 et 7,5 euros que la direction propose à ses 20 000 salariés, disant appliquer strictement la loi. Des salariés de Roissy

disent que « c'est du foutage de gueule », demandant si c'est en net ou en brut, et si c'est versé en une ou deux fois ?

Dans tous les grands trusts, la prime promise de mille euros s'est réduite d'un zéro : 150 euros chez Danone, 350 euros à la BNP, 150 euros chez Schneider Electric. L'assureur Axa propose 100 euros brut pour les salariés, contre 2,7 milliards de profits pour les actionnaires. Sanofi, avec ses 9,2 milliards de profit, a décidé de ne verser que 600 euros fin novembre aux salariés. Mais, pour les CDD, la somme sera au prorata de leur temps de

présence, et rien n'est prévu pour les intérimaires et les salariés sous-traitants. Citons aussi L'Oréal, qui a décidé de hiérarchiser cette prime en fonction du salaire, de 450 euros pour les plus bas à 765 pour les plus hauts, pondant une note de service pour se féliciter « de ces montants très significatifs ».

Chaque patron fait donc ce qu'il veut. Il peut même s'arranger pour ne rien verser, comme Total ou France Télécom. Mais le plus important, avec cette prime, c'était bien de faire parler.

Louis BASTILLE

## • EDF - ERDF

# Compteurs « intelligents » Linky Une affaire qui rapportera

**Le ministre de l'Économie, Éric Besson, a pris la décision de généraliser à l'ensemble du territoire les compteurs électriques dit « intelligents » Linky expérimentés jusqu'à présent à Lyon et en Indre-et-Loire.**

Il s'agit d'abord d'un énorme marché évalué pour le moment à 4,3 milliards d'euros, afin d'équiper les 35 millions d'utilisateurs. Cela rapportera évidemment gros aux entreprises fabricantes et aux installateurs. Cela rapportera également à EDF, ou plus exactement à sa filiale ERDF,

qui économisera à terme les frais de relevé des compteurs, puisque ceux-ci transmettront directement toutes leurs données enregistrées.

En attendant, ERDF et le ministre également jurent leurs grands dieux que les consommateurs ne paieront rien. Les compteurs actuels appartiennent aux collectivités locales, qui les concèdent à EDF et ERDF. En obtenant la concession des nouveaux compteurs pour vingt ans, ERDF s'engage à prendre à sa charge la totalité de la dépense d'installation. Mais durant ces vingt ans les choses peuvent se

modifier.

Pour les consommateurs, en plus de la menace qui plane sur les futurs tarifs, il n'y a pratiquement pas d'avantages lorsqu'ils bénéficient des services de Linky. Selon Éric Besson, « ce nouveau compteur va faciliter la vie des Français et leur permettre d'être acteurs de leur consommation ». En réalité, dans les secteurs où le compteur a été expérimenté, « pour 90 % des consommateurs, l'arrivée de Linky n'a rien modifié dans leurs pratiques », selon le président du Syndicat intercommunal de l'énergie d'Indre-et-Loire.

Et pour cause : dans plus de la moitié des foyers, le compteur est situé hors du domicile. Pour vérifier sa consommation il faut se rendre à l'entrée du logement, sur le palier, voire en sous-sol. Et, même lorsque Linky est accessible, les données affichées sont insuffisantes.

Il est bien question d'installer des écrans accessibles et d'obtenir des informations détaillées, mais elles pourraient être payantes par abonnement, comme cela a déjà été testé par EDF.

Linky : compteur « intelligent » ou « pompe à fric » ?

André VICTOR

## • Vivendi et autres Des régimes fiscaux de faveur

**Le groupe Vivendi (SFR, Canal+, Universal Music...) a déposé auprès du ministère des Finances une demande de prolongation jusqu'à la fin de 2014 du régime fiscal dont il bénéficie, celui du « bénéfice mondial consolidé », une de ces niches fiscales réservées aux grandes entreprises.**

Il s'agit d'un mode de calcul de l'impôt sur les sociétés particulièrement avantageux. Il permet à une société de déduire sur sa déclaration fiscale, en France, les pertes de ses filiales à l'étranger ; ce qui lui permet de payer moins d'impôt, voire pas d'impôt du tout.

Ainsi, entre 2005 et cette année, Vivendi a récupéré 3,3 milliards d'euros de l'État, et un milliard d'euros devraient tomber dans son escarcelle en 2012 si le gouvernement donne son feu vert pour prolonger ce régime de faveur. Au cas où Vivendi se heurterait à un refus (ce serait bien la première fois), ses avocats spécialisés se mettraient en quête d'autres moyens pour obtenir une réduction d'impôt substantielle. Total, par exemple, vient de claironner qu'il renonce au bénéfice mondial consolidé : cela ne l'empêchera pas de continuer à ne pas payer, en France, d'impôt sur les sociétés. Et France Télécom s'est débrouillé pour ne pas payer d'impôt sur les sociétés entre 2000 et 2010.

En effet un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires de 2009 a constaté que le niveau d'imposition de beaucoup des entreprises du CAC 40 apparaît « anormalement faible » : en moyenne, 0,4 % de leur chiffre d'affaires réalisé en France. Car les combines qui aboutissent à exonérer le grand patronat sont multiples.

Quand l'auteur de l'*Internationale* écrivait que « nul devoir ne s'impose aux riches », il ne pensait peut-être pas que, 140 ans plus tard, ce propos serait encore d'actualité.

Jean SANDAY

## • Primaires socialistes

### Un faux choix

**Avec près de 2 500 000 participants au premier tour de la primaire mise en place par le PS, les dirigeants de ce parti ont gagné leur pari : faire de cette opération un tremplin pour leur entrée en campagne.**

Il ne reste plus qu'à attendre quelques jours pour connaître le nom de celle ou celui qui portera les couleurs socialistes dans la prochaine présidentielle. Force est cependant de constater que les deux qualifiés pour ce second tour ne se distinguent guère par la politique qu'ils proposent. On a même dit d'eux qu'ils sont les deux faces d'une même pièce. L'image n'est pas fautive.

Il faut donc relativiser l'enthousiasme des politiciens et des commentateurs qui voient dans cette formule une « nouvelle façon de faire de la politique », ou une forme « moderne » qui permettrait de faire participer la population au choix de ses représentants. Certains vont jusqu'à prétendre que ce serait pour les citoyens, du moins pour ceux qui sont inscrits sur les listes électorales, la possibilité de décider de la politique qui sera menée. On peut déjà se montrer sceptique, quand on sait que les dirigeants socialistes ont été copier ce qui existe aux États-Unis. Comme modèle d'intervention de la population dans le choix des politiques menées, il y a mieux !

Ceux qui se sont déplacés le dimanche 9 octobre peuvent-ils peser sur la politique de leur parti, alors que leurs représentants, du moins ceux qui

sont en situation de l'être, refusent de faire la moindre promesse pour changer le sort des classes populaires ? L'expérience a montré que, lorsqu'ils prennent des engagements, ils leur tournent le dos une fois élus. Mais cette fois, ils ne s'engagent à rien d'important. Sauf à rembourser rubis sur l'ongle la dette, en fait l'intérêt de cette dette, dès 2013.

Il ne suffit pas de pouvoir choisir le candidat que



Le siège du PS, rue de Solférino à Paris.

l'on préfère. Encore faudrait-il avoir la possibilité de contrôler ce qu'il fait une fois élu. Mieux, il faut pouvoir le révoquer s'il tourne le dos à

ses engagements. Ce droit de contrôle et de révocation ne réglerait pas tous les problèmes. Mais ce pourrait être un pas vers une participation réelle,

active, de la population à la vie politique. Sans la possibilité d'un tel contrôle, le choix laissé aux électeurs reste un leurre.

Jean-Pierre VIAL

## • Arnaud Montebourg et la « gauche » du PS

### Un nouveau visage pour un rôle du répertoire

**Parmi les plus de 300 000 électeurs de Montebourg à la « primaire citoyenne », un bon nombre ont fait ce choix pour « peser à gauche ». Face à Hollande et Aubry, dont la volonté de gérer la crise au mieux des intérêts des capitalistes ne fait de doute pour personne, Montebourg a en effet fait entendre un son de cloche un peu différent.**

Il faut bien que le PS, qui veut rassembler des électeurs allant de l'extrême gauche à l'extrême centre, voire à la droite, ait une offre politique large et donc une « gauche ». Ce rôle de flanc gauche a été tenu dans les dernières années par Hamon, devenu porte-parole du parti et soutien de Martine Aubry. Il le fut un temps par Fabius, lorsqu'il se prononça pour le non au référendum sur la Constitution européenne. Ce dernier, qui

avait illustré la droite socialiste dans une époque précédente, est maintenant rattaché à Aubry. Et qui se souvient encore que, des années durant, la gauche du PS fut personnifiée par Chevènement, réincarné depuis en père fouettard de la République ? On pourrait même remonter jusqu'à Guy Mollet, soi-disant défenseur de l'orthodoxie marxiste et ouvrière de la SFIO, avant d'envoyer les rappelés en Algérie et d'aller

chercher de Gaulle à Colombey. En endossant le rôle, après avoir été un temps le porte-parole d'une Ségolène Royal pas particulièrement classée à gauche, Montebourg entre dans un costume ancien et usé.

La seule nouveauté dans tout cela est que Montebourg parvient à faire passer un discours réactionnaire pour un message de gauche. En effet l'autre nom de la « démondialisation », son principal thème de campagne, c'est le protectionnisme. Celui-ci signifie élever des barrières douanières pour protéger les capitalistes nationaux, mais aussi dresser les travailleurs des différents pays les uns contre les autres.

Montebourg ajoute à la démondialisation l'exigence d'une VI<sup>e</sup> République et la lutte contre la corruption, ce qui n'engage à rien de précis. Et enfin il parle de mettre au pas les financiers. Le ton est certes vif, mais il ne nous dit pas quels moyens il compte employer. Il est vrai que cette précision serait de peu d'utilité puisque, de toute façon, le pourfendeur des financiers se ralliera en finale à Hollande ou à Aubry, qui, eux, ne font même pas mine de vouloir toucher un de leurs cheveux.

Le Montebourg radical aura vécu ce que vivent les gauches du PS, l'espace d'une primaire, d'un congrès ou d'une élection.

Paul GALOIS

## • Arrêts de travail

### Une indemnisation en baisse

**La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012, adoptée le 5 octobre par le Parlement, a modifié les conditions d'indemnisation des arrêts pour maladie, accident du travail et maladie professionnelle.**

Les employeurs vont être mis un peu à contribution sur les arrêts maladie, ce qui n'est que justice. Mais les salariés le seront aussi, ce qui est profondément injuste, d'autant que ce sont ceux ayant les plus faibles protections et les plus gravement atteints qui seront touchés.

L'indemnisation des jours d'arrêt maladie par la Sécurité sociale, au lieu d'être calculée sur 50 % du salaire brut (sur la moyenne des trois derniers mois), dorénavant le sera sur 60 % du salaire net. Du coup, le montant de l'indemnisation en arrêt maladie d'un salarié payé au smic baissera de 39,5 euros par mois, soit de 5,78 %. Évidemment, cette baisse sera plus importante pour les salaires plus élevés.

Il est vrai que la loi sur la mensualisation oblige l'employeur à des compensations basées sur le salaire net touché par le salarié, pour une durée qui varie selon l'ancienneté.

Pendant cette période, pour ces salariés, la baisse sera donc compensée et payée par les employeurs. Mais les millions de travailleurs en contrat précaire, intérim, CDD et ceux ayant peu d'ancienneté, les moins payés et les plus fragiles, subiront seuls cette baisse du peu d'indemnisation qu'ils touchaient jusqu'ici. De même pour les salariés atteints de graves pathologies les obligeant à des mois, voire à des années d'arrêts de travail, dépassant la période pendant laquelle l'employeur doit compléter l'indemnisation.

Quant aux accidents du travail et maladies

professionnelles, au lieu de 60 % du brut les 29 premiers jours, l'indemnisation sera calculée sur 80 % du net à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Là, le montant de l'indemnisation augmentera de 37 euros par mois par rapport à la situation actuelle pour un salarié payé au smic, et cela pendant quatre semaines. Mais ce sont surtout les employeurs qui bénéficieront de cette mesure car ce sera autant de moins à compenser aux salariés pour leur perte de leur salaire.

Ces mesquineries, ces petits calculs, toujours au bénéfice des mêmes, s'ajoutent au reste. C'est pourtant dans la

poche des patrons qu'il faudrait aller chercher de quoi compenser le déficit de la Sécurité sociale. Le dernier rapport, fin septembre 2011, de la commission chargée de vérifier les comptes de la Sécurité sociale a encore souligné le scandale de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles (ATMP) par les employeurs. Le manque à gagner pour la branche maladie de la Sécurité sociale, qui doit supporter en lieu et place de la branche ATMP le coût de ces arrêts de travail, se monterait à 1,1 milliard d'euros par an.

Paul SOREL

### • Avec moins de professeurs pour plus d'élèves

# De nombreuses classes sans enseignants

Un mois après la rentrée, la FCPE, Fédération des conseils de parents d'élèves, estime que 4 140 demi-journées de classe ont déjà été perdues, faute de professeurs à leur poste. Et il ne s'agit là que des chiffres portés à sa connaissance par ses adhérents.

En théorie, tous les postes d'enseignants sont pourvus bien avant la rentrée et, pour ceux qui ne peuvent assurer leur service, quelle qu'en soit la raison, un volant de remplaçants est prévu, dans toutes les disciplines et toutes les académies. C'est le travail de l'administration que de prévoir un volant suffisant pour que le service public d'éducation fonctionne correctement. Luc Chatel, l'actuel ministre de



l'Éducation nationale, avait-il y a à peine un an fait des déclarations fracassantes sur l'amélioration du remplacement.

Mais le ministère se préoccupe surtout d'atteindre son objectif le plus urgent : avoir supprimé 100 000 emplois dans l'Éducation nationale, fonctionnaires et contractuels,

en cinq ans. En conséquence, les titulaires remplaçants sont nommés sur des postes fixes, pour remplacer les collègues partis en retraite ou mutés. Et lorsque quelqu'un tombe malade, il n'y a plus personne pour le remplacer à son poste.

La FCPE calcule que, compte tenu de la suppression

de 6 000 remplaçants dans le premier degré, chaque jour 75 000 enfants de trois à dix ans se retrouvent sans instituteur ! Le journal *Ouest-France* note de son côté que, par exemple, si une classe du lycée de Tréguier, en Bretagne, est sans professeur de français-latin depuis la rentrée, c'est parce que, sur toute l'académie, il n'y a aucun remplaçant en latin, les dix titulaires remplaçants de cette discipline ayant été nommés à des postes fixes. À l'échelle nationale, les disciplines les plus touchées seraient le français, les mathématiques et l'anglais.

Le gouvernement sabote sciemment l'éducation, pour mieux consacrer les fonds publics à sauver les banques.

Paul GALOIS

## Improperes à enseigner mais bons pour remplacer

Face à la pénurie de remplaçants dans les écoles primaires qui commence à sévir également à Paris, le rectorat de Paris lance une campagne de recrutement auprès de deux cents étudiants qui ont raté le concours de professeur des écoles l'an dernier. Les remplaçants sont d'habitude des enseignants chevronnés, capables une semaine d'apprendre à lire à des élèves de cours préparatoire,

et la semaine suivante d'enseigner les multiplications aux CM2. Ces remplacements demandent une vraie capacité d'adaptation qui ne s'acquiert pas du jour au lendemain !

En supprimant chaque année des milliers de postes d'enseignants, le gouvernement a tari le nombre de remplaçants régulièrement prévus pour faire face à des situations inopinées. La plupart des professeurs sont sur un poste dès le début de l'année

et, lorsqu'un instituteur est absent, il n'y a plus personne pour le remplacer. La seule solution est alors de placer les enfants sans enseignant dans les autres classes, en les surchargeant d'autant.

Qu'importe si les enfants n'apprennent rien, ils sont simplement gardés. À Paris, les parents protestent et ne se laissent pas faire. Du coup le rectorat cherche des solutions. Prendre des étudiants pourrait paraître un pis-aller,

mais les syndicats enseignants soulignent à juste titre que les jeunes étudiants en question ne disposent d'aucune formation et sont placés dans les pires conditions pour commencer leur métier.

Enseignement au rabais pour les enfants et conditions dégradées pour les jeunes enseignants, voilà la réalité de la politique gouvernementale.

Aline URBAIN

### • Lycée Martin-Nadaud – Paris 20<sup>e</sup>

# Deux semaines de mobilisation sauvent deux emplois

Face à la suppression programmée de six emplois précaires, le personnel avait débrayé mardi 20 septembre et enchaîné les visites au rectorat et les jours de grève avec passage dans les autres établissements.

La journée nationale du mardi 27 septembre a été le point d'orgue de cette mobilisation, avec trois quarts des enseignants en grève, un cortège du lycée dynamique, qui avait fait sa propre banderole : « 155 heures de travail en moins, juste non ! »

Mais même si le travail a

repris le mercredi, les discussions ont été permanentes les jours suivants, en particulier à propos du sort d'une secrétaire précaire dont le contrat se terminait fin septembre. Celle-ci, loin de se résigner, était venue dès le début chercher le soutien de l'ensemble du personnel et a ensuite été de tous les débrayages, de toutes les délégations reçues au rectorat, faisant face avec détermination au mépris sans borne de ses dirigeants lui disant « *Je vous demande de sortir !* », ce que tout le monde a évidemment refusé.

Dès le mercredi 28 un rendez-vous a été obtenu au rectorat pour la semaine suivante. Les enseignants informaient régulièrement leurs élèves de l'évolution de la situation, et certains d'entre eux, révoltés, ont organisé deux jours de blocus. La direction du lycée, qui s'était déclarée « d'accord sur le fond » avec le mouvement, est devenue fébrile et a tenté en vain de faire pression sur les lycéens et les enseignants solidaires. La semaine suivante, une prise de parole avait lieu chaque jour dans la salle des professeurs pour faire le point. Un troisième rendez-vous avec

le rectorat, mercredi 5 octobre, se heurtait à la même arrogance.

Mais la responsable, qui nous avait affirmé quinze jours auparavant « *N'ayez aucun espoir* », devait craindre que les lycéens ou le personnel ne se remobilisent, car le lendemain nous apprenions que notre camarade était réembauchée dans un autre collège. Elle passe à un contrat de 35 heures, et son contrat de 20 heures, qui devait être supprimé dans notre lycée, est recréé. Rendez-vous a été pris pour fêter cette première victoire de la lutte.

Correspondant LO

### • Entrevue Sarkozy - Merkel

# Comment financer encore les financiers ?

Devant la faillite de Dexia et de quelques autres banques européennes de moindre importance, les gouvernements allemand et français ainsi que les institutions financières européennes essaient de prendre les devants et de garantir la sûreté des poids lourds européens de la finance.

Les banques gagnent de fortes sommes en spéculant sur la dette des États, étranglant la Grèce, menaçant l'Espagne et l'Italie. Ce faisant, elles semblent scier la branche sur laquelle elles sont assises car, si ces États faisaient faillite, les créances que possèdent les banques ne vaudraient plus rien. Le FMI estime ainsi à 200 milliards d'euros les avoirs des grandes banques européennes qui partiraient en fumée si les dettes qu'elles détiennent étaient évaluées « au prix du marché » et non pas à leur prix nominal.

Pour éviter cela, les États, en fait l'Allemagne et la France, ont commencé par assurer que les dettes, grecque et autres, seraient honorées. Mais visiblement cela ne suffit plus. Il leur faut maintenant garantir que, de toute façon, les banques feront face à leurs obligations, même si une partie de leur capital disparaît.

Merkel et Sarkozy se sont donc rencontrés dimanche 9 octobre pour mettre au point le mécanisme de sécurisation en question, se disant d'accord pour une « recapitalisation » des banques, c'est-à-dire un apport d'argent public. Mais, malgré les sourires de circonstance, il apparaît qu'aucun accord n'a été trouvé, chacun défendant « ses » banquiers et aucun ne voulant payer trop cher, et en tout cas pas pour « les autres ». Car chaque aide aux banques accroît le déficit de l'État, diminue sa crédibilité et donc... augmente le taux d'intérêt auquel il peut emprunter aux banquiers, qui gagnent ainsi sur les deux tableaux.

Autrement dit, quel que soit l'accord auquel parviendront Sarkozy et Merkel, s'ils y parviennent, la note finale sera évidemment présentée aux travailleurs sous forme d'austérité budgétaire, pour payer, encore et toujours, les sommes versées aux banquiers.

Paul GALOIS

# La faillite de Dexia éponagée avec l'argent des contribuables

**C'est dans l'urgence, en raison du risque de faillite imminente, que le plan de démantèlement de la banque Dexia a été adopté lundi 11 octobre, dans la nuit, après, selon la presse, « cinq jours d'âpres négociations » entre les gouvernements français, belge et luxembourgeois.**

En 2008, déjà, ceux-ci avaient dû intervenir pour « sauver » la banque de la faillite. L'État belge avait alors injecté trois milliards d'euros, l'État français et la Caisse des dépôts, établissement public, trois milliards également, et l'État luxembourgeois 376 millions d'euros. En pure perte. Trois ans après, pour éviter la faillite – en fait pour l'étaler dans le temps – les trois États ont décidé de démanteler la banque.

Dexia Banque Belgique, l'une des premières banques de dépôt du pays, sera nationalisée, en fait racheté par l'État belge, pour 4 milliards d'euros. Les filiales susceptibles de trouver acquéreur seront vendues.

Pour poursuivre l'activité de financement des collectivités locales, spécialité de la

branche française de l'établissement, une nouvelle structure sera créée en commun par la Caisse des dépôts et La Banque postale.

Quant au stock de plus de 70 milliards de prêts aux collectivités locales existant, l'accord entre les gouvernements a prévu de le transférer – en fait de le vendre – à la Caisse des dépôts. Mais les dirigeants de cette dernière font de la résistance et rien n'est encore acquis. Car il s'agit d'un cadeau empoisonné. Sur ces 70 milliards, 20 milliards correspondent à des prêts dits « toxiques ». Contestés devant les tribunaux par les collectivités locales qui en ont été victimes, ils risquent de se traduire pour la Caisse par des pertes importantes.

Enfin, une « structure de défaisance » serait créée,

autrement dit une « banque-poubelle » dans laquelle serait logé tout ce qui, dans ce que possède la banque, est « toxique », c'est-à-dire invendable ou risqué, et qui l'a conduite aujourd'hui à la faillite. Il y en aurait pour environ 100 milliards. Pour lui permettre de se financer, cette structure bénéficiera, à hauteur de 90 milliards d'euros, de la garantie de l'État belge (pour 54 milliards d'euros), de l'État français (pour 32,8 milliards), et de l'État luxembourgeois (pour 2,7 milliards). Le gouvernement français se targue aujourd'hui de ce que l'opération de sauvetage ne coûte rien au budget de l'État. Il ose même prétendre qu'elle pourrait lui rapporter, dans la mesure où la structure qui en bénéficiera devra rémunérer sa garantie. On connaît la chanson. Ce sont les États – et leurs contribuables, belges, français, luxembourgeois – qui assument tous les risques de l'opération et qui devront donc éponger, au bout

du compte, toutes les pertes.

Présentant le plan de démantèlement de Dexia, François Baroin, ministre de l'Économie, a expliqué qu'il s'agissait d'un « cas particulier ». Les autres banques françaises ne pouvaient pas connaître le même sort : n'avaient-elle pas passé, avec succès, les tests de solidité, dits stress-tests ? S'il voulait être rassurant, c'est raté. Dexia avait lui aussi réussi ces tests en juillet dernier, il y a trois mois,

« brillamment » même, comme l'expliquait alors la presse, juste avant de faire faillite.

Il n'y a aucune raison que ce soient les contribuables, belges, français ou luxembourgeois, qui payent la note. Ni pour le naufrage de Dexia, ni pour la faillite, le renflouement ou la recapitalisation des autres banques. Car c'est cela qui se prépare.

Jean-Jacques LAMY

## Les communes belges étranglées par le capitalisme

La chute des actions de Dexia menaçait de faillite un de ses plus importants actionnaires, avec 14 % des actions : le Holding Communal composé par l'ensemble des communes belges. Les bourgmestres-actionnaires avaient acheté les actions à 9,2 euros. Avant la suspension de leur cotation vendredi 7 octobre, ces actions ne valaient plus que 85 centimes. Si Dexia avait été déclarée en faillite, la perte pour les communes se serait élevée à 1,9 milliard d'euros.

Mais ce n'est pas tout. Pour participer à la recapitalisation de Dexia après la crise de 2008, le Holding Communal a dû s'endetter lourdement, en empruntant 1,3 milliard d'euros aux

banques, dont une grande partie... à Dexia.

Même si, pour le moment, le Holding Communal évite la faillite, grâce à la reprise de Dexia par les États français, belge et luxembourgeois, les communes vont déjà perdre les dividendes de Dexia qui représentaient jusque là 0,8 % de leur budget.

Mais pendant toutes ces années où Dexia rapportait des profits grâce à ses spéculations – plus de 678 millions d'euros l'année dernière – des actionnaires privés ont empoché toute une partie des dividendes. C'est à eux que la population devrait demander des comptes pour les obliger à reverser une partie de leur fortune accumulée.

Correspondant LO

## Un cadeau de plus aux banquiers

Pour venir en aide aux collectivités locales qui ont du mal à se procurer des liquidités du fait de la réticence croissante des banques à leur consentir des prêts, la Caisse des dépôts va mettre à leur disposition, à la demande du gouvernement, une enveloppe de crédits d'un montant global de

3 milliards d'euros.

Pour cela, la Caisse des dépôts puisera dans les fonds de l'épargne qu'elle est chargée de centraliser – par exemple ceux du livret A, du livret d'épargne populaire, ou du livret de développement durable. Les banques, en concurrence avec la Caisse des dépôts,

distribueront la moitié de ces 3 milliards de prêts financés par une ponction sur l'épargne populaire. Elles ne le feront évidemment pas gratuitement.

Sous couvert d'aider les collectivités locales, en fait c'est aussi un cadeau fait aux banquiers. Un cadeau de plus.

J.-J. L.

## • Endettement des villes

# Une manne pour les banques

**À l'approche du vote du nouvel exercice budgétaire des collectivités locales, les communes les plus endettées tirent le signal d'alarme et certaines se retournent contre les banques auprès desquelles elles se sont endettées.**

En effet leur endettement a connu une progression fulgurante, à l'image d'une petite commune près de Saint-Étienne, Unieux, qui a vu le taux d'intérêt d'un emprunt de 4,7 millions d'euros passer de 3,68 % à 24,28 %. Pour les maires de telles communes, c'est alors la quadrature du cercle : ils ont le choix entre augmenter brutalement les impôts, dans les limites que

leur laisse le législateur, ou bien de fermer des services publics. Et pour les petites communes ce sont bien souvent les écoles !

D'où vient ce surendettement faramineux ? Le gouvernement accuse les collectivités locales de négligence, de manque de discernement. D'après lui, elles vivent au-dessus de leurs moyens. C'est oublier que le principal responsable du tarissement de leurs finances est l'État lui-même ! En supprimant la taxe professionnelle, en diminuant chaque année les subventions apportées aux associations, en se désengageant de nombre de ses missions, l'État accroît les dépenses à la charge des communes. Mais le gouvernement

se garde bien de désigner les bénéficiaires et les coupables de l'envolée des taux d'intérêt, autrement dit les banques !

Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont « conseillé » aux maires des produits financiers qui pouvaient paraître alléchants : le taux était bloqué les trois premières années autour de 3 % – et parfois même 0 % – et ne devenait variable qu'à l'issue de cette période. Les banquiers ont garanti aux communes que la variation de ces emprunts serait raisonnable. L'opacité de tels produits n'a pas permis aux maires et mêmes aux comptables de ces mairies de discerner le piège, car ces emprunts étaient indexés pour la plupart

soit sur le yen soit sur le franc suisse. Mais, avec la chute de l'euro, les taux d'intérêt pour ces collectivités ont gonflé de 20 à 30 %.

Qui s'est enrichi de cette spéculation, sinon les banques et leurs actionnaires ? La principale d'entre elles en France n'est autre que Dexia qui jouissait de la confiance de nombreuses communes puisque c'était la banque de référence pour les collectivités territoriales. À elle seule, elle serait responsable du surendettement de 5 500 communes ! Le gouvernement fait la morale aux collectivités locales et feint de voler à leur secours en débloquant trois milliards d'euros, qu'il prend sur les

dépôts du livret A. Cela revient à mettre un peu d'huile dans les rouages pour qu'elles continuent à rembourser les banquiers à des taux quasiment usuraires. Et sur le fond, cela ne règle rien. Le livret A finance normalement la construction du logement social qui est déjà insuffisante. Ce sera donc un nouveau manque à gagner pour cet autre poste budgétaire.

Depuis 2008, on nous a dit et on nous a répété que les banques en place seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'économie. Il n'en est rien, elles la détruisent pour engraisser leurs actionnaires.

Aline URBAIN

• États-Unis

Les « indignés » commencent à faire parler d'eux.

Démarré depuis le 17 septembre à l'appel d'un collectif anticonsumériste canadien, Adbuster (Casseurs de pub), le mouvement anti-Wall Street s'est brusquement étendu en ce début d'octobre, à la suite des représailles policières qui ont attiré l'attention des médias et des syndicats.

Au départ, les manifestants voulaient occuper Wall Street, à la façon de la place Tahrir du Caire, pour exiger que les choses changent. Espérant réunir 20 000 personnes, ils se sont retrouvés à 1 000 pour manifester près de la Bourse de New York, puis à 200 pour occuper une place proche rebaptisée « place de la Liberté », puis moins encore au fil des jours. Mais dans d'autres villes de semblables « occupations » ont eu lieu.

Au départ, ce sont des jeunes qui se sont lancés pour dénoncer les banques responsables des saisies immobilières, les riches qui font payer les pauvres, la corruption, le chômage et le manque de débouchés, le prix des études, les inégalités croissantes. Certains dénoncent les guerres, d'autres le réchauffement climatique ou l'exécution de Troy Davis. Ils se disent les

99% tenus à l'écart par les 1% les plus riches. Leur révolte exprime leur ras-le-bol de tous les maux que cette société injuste et folle fait subir aux populations et à la jeunesse.

Les procédés de la police, faisant usage de jets de poivre contre les manifestants, l'arrestation de 24 d'entre eux qui occupaient l'entrée d'une Bank of America à Boston et l'arrestation le 1<sup>er</sup> octobre de 700 manifestants sur le pont de Brooklyn à New York, parce qu'ils défilaient sur la chaussée, ont suscité l'indignation et attiré l'attention des médias. Une nouvelle journée de manifestations a été programmée pour le mercredi 5 octobre, soutenue cette fois par de nombreuses organisations syndicales, des enseignants aux infirmières, des employés des transports aux ouvriers de l'automobile ou de l'acier, etc.

À New York, pas moins d'une trentaine d'organisations syndicales ont appelé à manifester le 5 octobre. Et cette fois ce sont plusieurs milliers de personnes qui se sont jointes à la manifestation. Les estimations varient entre 5 000 et 12 000 personnes. D'autres manifestations, de moindre ampleur, ont eu lieu dans des dizaines d'autres villes,



dont Boston, Chicago, Los Angeles, Seattle, Dallas, Washington, etc.

Richard Trumka, le président de l'AFL-CIO, la grande centrale syndicale américaine, a annoncé son soutien au mouvement dont il dit qu'il « a suscité l'imagination et la passion de millions d'Américains ». Trumka s'est indigné que « ceux qui font fonctionner notre grand pays sont dépouillés non seulement de leur revenu mais aussi de leur voix ». Mais c'est tenter de faire oublier les responsabilités de l'appareil

syndical dans ce hold-up.

Les dirigeants syndicaux prétendent représenter les travailleurs, mais ils font systématiquement passer la compétitivité des entreprises et les intérêts des patrons avant ceux des syndiqués et de l'ensemble des travailleurs, acceptant tous les sacrifices exigés par le patronat. Alors, maintenant ils cherchent à bénéficier de la publicité et de la sympathie pour le mouvement des « indignés », afin de redorer un peu leur blason dans les milieux populaires. Ils pensent sans doute

que le mouvement pourrait être un contrepoids au Tea Party et un atout dans la campagne électorale pour les élections générales de novembre 2012.

Obama et le vice-président Joe Biden viennent eux aussi de déclarer qu'ils comprennent ou partagent « la frustration » des manifestants. Ils ne manquent pas de culot. Mais il n'est pas dit que les indignés américains se laissent récupérer si facilement.

Dominique CHABLIS

• Pologne

Après les élections

La Pologne a élu le 9 octobre ses députés et sénateurs. De prime abord, ce qui ressort du scrutin est la majorité confortée qui revient, avec 39,2% des voix, au dirigeant gouvernemental actuel, Donald Tusk, à la tête du parti de droite PO, et la relative sanction infligée au plus réactionnaire parti de droite Pis, dirigé par Kaczynski, avec 29,9% des voix.

Ironie de l'histoire même, dans un pays qui était sorti de l'orbite de l'URSS pour sembler-il se placer dans celle du pape, le petit succès du mouvement anticlérical Ruch Palikot, avec 10% des voix, ressemble à un pied de nez à une tradition bien lourde.

Il faut dire qu'après avoir tenté de guerroyer contre la Russie, après l'accident d'avion de Smolensk en 2010 qui avait coûté la vie à son frère, alors président de la République polonaise, Kaczynski à la tête du Pis venait de déclarer ouverte la croisade contre l'Allemagne. Ce climat d'opprobre perpétuel tend sans doute à laisser une petite bourgeoisie urbaine qui a profité de l'évolution récente de la Pologne pour se rapprocher, sinon en termes de développement économique du moins en mode de vie,

des pays d'Europe occidentale.

Signe des temps de cette Pologne actuelle, celui qui incarne ce courant, Palikot, n'est pas une ancienne victime des ignominies de l'Église – et pourtant la société polonaise n'en manque pas – mais un jeune et ambitieux homme d'affaires, tout juste sorti du parti PO. Et, mis à part le domaine des mœurs, il n'est pas très différent du reste des hommes politiques du parti vainqueur PO, qui incarne les espoirs et les illusions d'une bourgeoisie et d'une petite bourgeoisie accrochées à la traîne des grands groupes économiques d'Europe occidentale, qui ont mis sous leur coupe l'économie polonaise, en leur laissant au passage quelques miettes à grignoter.

C'est cette évolution

économique que les journalistes observent parfois avec des lunettes roses, en voyant en la Pologne un des pays de l'Est qui seraient sortis gagnants de l'évolution récente, contrairement à d'autres pays proches, comme la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, qui eux en sortiraient perdants. Il y a pourtant, en Pologne aussi, bien du monde qui reste sur le bas côté!

En témoignent nombre de faits. Par exemple, les travailleurs en contrats précaires, souvent nommés « contrats pou-belle », représentent un tiers de

la population active salariée, le record d'Europe! Il faut y ajouter la situation proche de la misère d'une grande partie des retraités, et aussi des chômeurs de parfois très longue durée des régions sinistrées du nord-est au sud-est du pays. Ou aussi le salaire minimum de moins de 350 euros, alors que les prix de certains produits alimentaires, ou encore de l'essence, sont les mêmes qu'en Europe occidentale, et que l'inflation cette année a été de 5%, avec des records à +17% pour la viande de volaille, + 12% pour le sucre, + 7% pour le pain. Ou

encore la situation du million de personnes, un peu plus aisées certes que d'autres puisque les banques leur ont consenti un prêt, mais qui aujourd'hui ont vu leur mensualité doubler car leur prêt est indexé sur le franc suisse ou la couronne suédoise.

Pas étonnant alors que ces résultats électoraux soient, comme le dit la presse, ceux d'un « vote sans enthousiasme » où même pas un Polonais sur deux (47,25% des électeurs) est allé voter.

Nelly MEYER

— Ceux qui prospèrent sur la barbarie —

« Viendra le jour où nous réussirons, et où à Varsovie ce sera Budapest », a commenté le dirigeant du Pis, Kaczynski. Visiblement, lui et ses partisans attendent leur heure, celle de la barbarie raciste et de la barbarie tout court, qui a troué en Europe centrale bien des lieux où renaître.

C'est le cas en Hongrie,

dans les pas du parti Jobbik et de ses pogromes anti-Tsiganes et dans la surenchère nationaliste du gouvernement; en Bulgarie, derrière ceux qui viennent d'attiser des émeutes anti-Tsiganes, salués par l'extrême droite russe. Ils savent que la différence entre la Pologne et les autres pays d'Europe centrale

n'est pas grande, et que de toute façon la crise est là et peut précipiter toutes ces sociétés dans l'abîme. Et ils espèrent qu'avec la même fange qui a permis dans les années trente à tout un monde de tortionnaires et de dictateurs de prospérer, ils pourraient avoir du succès aujourd'hui.

N. M.

• Tunisie

« Images sataniques » et démagogie réactionnaire

Une chaîne privée de télévision a diffusé en Tunisie, vendredi 7 octobre, le film d'animation de Marjane Satrapi qui relate son enfance dans un Iran écrasé par la dictature de Khomeiny, primé au festival de Cannes en 2007.

Certaines images du film auraient provoqué l'ire de téléspectateurs islamistes extrémistes. Non pas les dessins représentant l'effroi bien légitime d'une gamine encadrée par deux inquiétantes mégères en tchador, mais une séquence représentant dieu sous les traits d'un brave vieillard barbu, scène jugée blasphématoire.

Après des menaces de mort et des appels à brûler la chaîne postés sur les réseaux sociaux, quelque deux cents manifestants se sont rassemblés à Tunis devant ses locaux, avant d'être dispersés par la police.

Le président de la chaîne privée, parfaitement commerciale et qui avait donc diffusé le film en version doublée en arabe tunisien, s'est étonné de ce qu'un film auparavant déjà projeté dans des salles du pays sans provoquer de réactions donne lieu à une telle agitation. Il ne s'en est pas moins senti obligé de présenter des excuses « auprès des Tunisiens », ainsi le lui a suggéré un journaliste de Radio Monastir.

Au-delà de quelques militants salafistes, un groupe d'avocats a porté plainte contre la chaîne, accusée d'avoir « porté atteinte aux valeurs du sacré ». Le gouvernement provisoire tunisien s'est d'ailleurs emparé de l'occasion pour entonner le même refrain.

À l'approche des élections de fin octobre, la surenchère va bon train autour des thèmes islamistes. On ne peut en conclure que ceux-ci mordent vraiment sur l'opinion publique, mais on voit par quel obscurantisme réactionnaire certains voudraient répondre aux revendications de la population pauvre.

V. L.

• Égypte

La répression d'une manifestation copte Le régime militaire montre son visage

Dimanche 9 octobre au centre du Caire, des blindés de l'armée ont foncé dans la foule des Égyptiens coptes qui manifestaient, provoquant la mort d'au moins 25 personnes et des centaines de blessés. Un médecin légiste a mentionné une dizaine de personnes littéralement écrasées.

Partis du quartier de Choubra et se dirigeant vers le siège de la télévision d'État, les milliers de manifestants protestaient contre la lenteur des autorités à enquêter sur l'incendie d'une église copte à Assouan, une semaine auparavant. Nombre d'entre eux reprochent d'ailleurs au gouvernement transitoire son peu d'empressement à réviser les réglementations autorisant la construction ou la réparation d'églises chrétiennes, et à réviser les lois qui les discriminent. À plusieurs reprises, depuis plusieurs mois, cela a été à la source de rassemblements de Coptes, aussitôt réprimés par la police ou l'armée.

Cette fois, selon de nombreux témoins visuels, la manifestation semble avoir été violemment assaillie de sang-froid par deux blindés de l'armée, qui ont écrasé les participants se trouvant sur leur chemin. Au même moment la télévision d'État, la « voix de son maître » qui se fait le porte-parole des militaires au pouvoir,



prétendait que des Coptes auraient attaqué l'armée, que trois soldats auraient péri à cette occasion, et appelait la population à la rescousse pour protéger les militaires.

En fait d'attaques contre les militaires, des manifestants ont raconté avoir été agressés par des policiers et des soldats, renforcés par de nombreux « baltageyya », voyous fréquemment présents, voire mobilisés contre les manifestants qui s'en prennent au gouvernement provisoire et au Conseil supérieur des forces armées.

La répression de la

manifestation des Coptes, rejoints apparemment par d'autres participants choqués par la propagande de la télévision, a provoqué la colère et l'organisation, le lendemain, d'une nouvelle manifestation regroupant une dizaine de milliers de personnes.

Depuis, un des deux vice-Premiers ministres, Beblaoui, a donné sa démission d'un gouvernement dont il déplore « la responsabilité au final » dans le massacre. Cette fois, l'armée est impliquée aux yeux de tous. Mais elle n'a jamais été innocente dans les violences anti-Coptes de

ces derniers mois, notamment à Alexandrie lors du jour de l'an, en mars à Moqattam, en avril à Qena et en mai à Imbaba.

Les élections législatives promises après le départ du dictateur Moubarak sont censées avoir lieu fin novembre, mais la tension est loin d'être retombée dans le pays. Le régime tend à y répondre de plus en plus par la répression violente, tout en soufflant sur le feu des affrontements religieux.

Et les exigences des travailleurs et de la population pauvre demeurent.

Viviane LAFONT

• Israël – Palestine

Les provocations du pouvoir israélien

Le 3 octobre, une mosquée a été incendiée en Galilée. Les assaillants auraient tagué sur les murs, en signe de vengeance, le nom d'un colon israélien mort quelques jours plus tôt dans un accident lié à des jets de pierres par des Palestiniens.

Cet incendie a aussitôt été condamné par le gouvernement israélien, comme l'ont été la plupart des attaques contre d'autres mosquées et bâtiments palestiniens en Cisjordanie. Celles-ci se sont en effet multipliées depuis que Mahmoud Abbas a entrepris de déposer une demande d'adhésion à l'ONU pour un État palestinien, et donc de reconnaissance de facto de ce dernier.

Le Premier ministre Netanyahu fait mine de déplorer

des attaques contraires « aux valeurs d'Israël », parlant de « l'importance suprême des libertés de religion et de culte ». Mais en fait il encourage les extrémistes se livrant à ces actes, ne serait-ce qu'en poursuivant l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires occupés, au mépris des droits des Palestiniens.

Quelques jours à peine après l'intervention du président de l'Autorité palestinienne à l'ONU, Netanyahu donnait le feu vert gouvernemental à la construction de 1 100 nouveaux logements dans la colonie de Gillo, à Jérusalem, à l'est de la « ligne verte » et donc en territoire occupé. En guise de commentaire, Netanyahu s'est borné à un lapidaire : « Je ne pense pas qu'il y ait quelque chose de nouveau. Nous planifions à Jérusalem, nous construisons à Jérusalem,

un point c'est tout. »

C'est là la preuve que la demande de gel des colonisations, réitérée par l'Europe et les États-Unis – lesquels se sont dits « profondément déçus » –, ne perturbe absolument pas la politique du gouvernement israélien. Mais cela montre aussi que ce dernier tient, par cette nouvelle provocation, à donner des gages à son extrême droite.

Cette politique se réalise chaque année aux dépens de centaines de Palestiniens, chassés brutalement de leurs maisons et de leurs villages. Récemment, le Comité israélien contre les démolitions de maisons rapportait : « Israël contrôle maintenant plus de 90% de la vallée du Jourdain, grâce à 36 colonies où se sont installés plus de 9 000 colons, et à des zones militaires dites fermées et des réserves naturelles déclarées. »

Et de citer « Abu Saker, du village d'al-Jiftlik, qui explique ses contraintes pour approvisionner sa famille en eau : « Pour acheter l'eau, je dois conduire mon tracteur pendant trois heures à l'aller et autant au retour, alors que notre puits ici est réservé aux seuls Juifs ». La porte agricole, officiellement ouverte trois jours par semaine, 20 minutes le matin, et 20 minutes l'après-midi, est en pratique rarement ouverte et les Palestiniens doivent faire la queue pendant des heures pour accéder à l'eau, aux soins, et à l'enseignement. »

Volés terres, expulsions, destructions des maisons et des récoltes, violences de toutes sortes envers les populations palestiniennes, telle est la réalité de la politique des dirigeants israéliens.

Viviane LAFONT

• **17 octobre 1961**

## Les travailleurs algériens massacrés par la police française

Il y a cinquante ans, le 17 octobre 1961, en plein Paris, alors que la guerre continuait en Algérie, des centaines de travailleurs algériens étaient littéralement massacrés par des policiers sur ordre du préfet de police Maurice Papon, à qui le gouvernement avait donné carte blanche pour agir contre la manifestation algérienne prévue ce jour-là.

Douze jours plus tôt, le préfet de police avait interdit aux Algériens de circuler dans les rues de Paris et de la région parisienne entre 20 h 30 et 5 h 30 du matin et exigé que les débits de boisson qu'ils tenaient et fréquentaient ferment à 19 heures. Il leur avait aussi ordonné de ne plus circuler en groupe, même petit, mais uniquement isolément. C'est en riposte à ce couvre-feu que le FLN avait décidé une grande manifestation pacifique, le 17 octobre à Paris.

### La sauvagerie de la police

Le jour dit, des dizaines de milliers de travailleurs algériens convergèrent vers la capitale. Aux portes de Paris, à l'arrivée des bus de banlieue, à la sortie des bouches de métro, les policiers étaient là pour les accueillir. Les Algériens furent sauvagement frappés, à coups de crosse de fusil et de matraque sur la tête, les dents, les yeux, le bas-ventre. Là où les manifestants se rassemblaient pour défilier, sans une arme, pas même un bâton, les policiers attendaient pour frapper sauvagement, les pourchasser, voire ouvrir le feu sur les cortèges qui se formaient.

En une nuit, plus de dix mille Algériens furent arrêtés puis entassés dans des cars de police et, ceux-ci ne suffisant pas, dans des bus de la RATP réquisitionnés, comme dix-neuf ans plus tôt pour la rafle du Vel d'Hiv de sinistre mémoire. Au palais des Sports, au Parc des Expositions, au stade Coubertin, à Vincennes, les travailleurs algériens furent internés pendant plusieurs jours dans des conditions sanitaires effroyables et toujours en butte aux violences policières. Certains furent exécutés, étranglés, pendus dans les bois parisiens, d'autres ne survécurent pas à leurs blessures et, les jours suivants, on allait retrouver des dizaines de cadavres dans la Seine, dont certains pieds et poings liés. Le lendemain, le gouvernement annonçait un bilan officiel de... deux morts du côté des manifestants et deux blessés par balle parmi les policiers! Si on ne sait pas précisément combien de travailleurs algériens furent ainsi sauvagement assassinés, ils furent vraisemblablement plus de deux cents.

En cet automne 1961, la guerre d'indépendance durait depuis sept

ans, depuis que, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, les nationalistes algériens avaient déclenché la lutte armée contre le colonialisme français.

La guerre avait déjà fait des cen-



À Nanterre un blessé est emmené à l'hôpital. Bien plus tard, on apprendra qu'il est mort de multiples fractures du crâne dans des conditions obscures.

Eite Kagan MHC-BDIC

taines de milliers de victimes du côté algérien. Côté français, trois millions de militaires allaient passer en Algérie, dont 30 000 y laissèrent leur peau. Mais, en octobre 1961, les deux camps savaient que l'indépendance de l'Algérie n'était plus qu'une question de mois. Des négociations officielles étaient ouvertes entre le gouvernement français et le Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA).

### Massacre en silence

La guerre coloniale et ses atrocités n'en continuaient pas moins. Le gouvernement français voulait être en position de force, pour sauvegarder les intérêts de ses capitalistes dans la future Algérie indépendante. Le FLN, de son côté, devait démontrer sa capacité à mobiliser les Algériens, y compris en France, et c'était un des buts de la manifestation du 17 octobre. La guerre fit donc irruption à Paris, avec la répression barbare de la police de Papon.

150 000 travailleurs algériens vivaient alors à Paris et en banlieue, majoritairement des hommes dont la famille était en Algérie. Ils vivaient dans des bidonvilles, comme à Nanterre, ou dans des hôtels minables, à plusieurs par chambre, souvent très coupés de la population et des travailleurs français.

Au soir du 17 octobre et les jours suivants, car les actions de la police allaient continuer, il y eut quelques rares gestes de solidarité de passants ou de personnels soignants avec les Algériens qui se faisaient matraquer. Mais la journée souligna combien les organisations, syndicats et partis de gauche, étaient loin des travailleurs algériens et bien peu soucieux de combler le fossé que la guerre

creusait entre eux et les travailleurs français.

Après le 17 octobre, le FLN fit appel à la gauche française pour organiser, le 1<sup>er</sup> novembre, une manifestation pour protester contre la répression et exiger la fin de la guerre. PCF et CGT compris, aucune ne répondit. Il fallut attendre le 8 février 1962 pour les voir appeler à une manifestation, en riposte à un attentat de l'OAS, qui elle aussi eut à faire face à un déchaînement de violence policière, qui fit huit morts au métro Charonne.

Cinquante ans après, les crimes de la police française le 17 octobre 1961 sont toujours couverts par le silence de l'État. Il ne faut pas qu'ils soient oubliés.

**Sophie GARGAN**

Un collectif d'associations et de partis politiques appelle à manifester pour rappeler le 17 octobre 1961 et demander « que les plus hautes autorités de la République reconnaissent les massacres commis par la police parisienne le 17 octobre 1961 et les jours suivants, comme un crime d'État. »

**Lutte Ouvrière soutient cette manifestation**

**Lundi 17 octobre à 18 heures**

**du boulevard Poissonnière (métro Bonne-Nouvelle devant le cinéma Rex) jusqu'au pont Saint-Michel**

## • Côte d'Ivoire Cachez cette misère que je ne saurais voir!

Le journal *Le pouvoir aux travailleurs* du 18 septembre, mensuel publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI), donne la description suivante de la situation dans les rues d'Abidjan, quelques mois après la fin de l'affrontement sanglant entre les bandes armées de Gbagbo et de Ouattara.

« Sous prétexte de lutter contre l'insalubrité, le nouveau pouvoir s'en prend aux plus pauvres. Il s'est illustré tout dernièrement par des opérations dites de « déguerpissement » et par la destruction sauvage de certains quartiers.

La ministre chargée de la Salubrité urbaine s'est transformée en bulldozer. Partout où son engin passe, il laisse derrière lui des étalages en lambeaux et des constructions éventrées. Les petits marchands et marchandes qui s'étaient installés aux abords des voies ont vu leurs étalages détruits et emportés. Naturellement, dès que les casseurs ont le dos tourné, les étalages réapparaissent comme si de rien n'était. Cela embête la ministre en charge de cette sale besogne. Elle vient de mettre en place une brigade pour empêcher que les gens se réinstallent. Cette dernière doit veiller à ce que les rues n'offrent plus à la vue des riches le spectacle de la misère, quand ils passent dans leurs grosses voitures climatisées.

Sans être devin, on sait que Anne Ouloto, tout comme Mel Théodore avant elle, n'y parviendra pas. Ce qui jette les petites gens aux abords des grandes artères pour pratiquer la vente à la sauvette, c'est la misère. Les étalages que la ministre détruit pour plaire à une certaine catégorie de la population sont le plus souvent le seul moyen de subsistance de familles entières. Dans ces conditions, la force qui pousse vers cette activité sera toujours plus forte que toutes les polices que les gouvernements successifs mettront en place pour dissuader, d'autant que la pauvreté ne fait que s'accroître au fil des ans.

Ceux qui sont rassasiés sont toujours terrifiés par le spectacle de ceux qui sont affamés, surtout quand c'est l'indigence des derniers qui alimente l'enrichissement des premiers. C'est pourquoi, comme le pouvoir en place est incapable de s'en prendre aux racines de la misère, il préfère la nier en pratiquant la politique de l'autruche. »

## • Mayotte

# Grèves et manifestations contre la vie chère

Depuis le mercredi 21 septembre, la population de l'île de Mayotte, située dans l'archipel des Comores au nord-ouest de Madagascar, fait grève et manifeste contre la cherté de la vie. Des milliers de manifestants se regroupent dans les principales villes de l'île où ils ont érigé des barrages. Ils demandent la baisse des prix de quelques produits dits de première nécessité.



À l'appel d'un collectif formé d'organisations syndicales, dont la CGT Mayotte, et de plusieurs associations de consommateurs, la population mahoraise est dans la rue et trouve face à elle des policiers et des gendarmes, dont certains ont tout spécialement été envoyés de France et de l'île de la Réunion voisine. Pour lever les barrages, les forces de répression ont fait usage de leurs armes. Il y a eu plusieurs blessés dont un jeune garçon qui a perdu un œil suite à un tir de flash ball. Le journal réunionnais *Témoignages* a rapporté les propos suivants d'une mère de famille: «*Regardez, ils sont là à nous guetter comme si on était des voleurs ou des assassins. On a juste faim.*»

Depuis le 29 septembre, des négociations ont lieu entre le collectif, les représentants de l'État et les patrons de la grande distribution. Pour l'heure, aucun accord n'a été trouvé sur les revendications des manifestants: baisse des prix, en particulier du gaz, de l'essence, du poulet, du riz, de la farine, du lait, de l'huile mais aussi du sable et du ciment. Une bouteille de gaz coûte 31 euros à Mayotte contre 20 euros à la Réunion. Un carton de dix kilos de mabawa (aile de poulet), devenu le produit symbole de la mobilisation, y est vendu 26,90 euros, un prix très excessif. En quatre ans, le coût de la vie a officiellement augmenté de 60% à Mayotte, contre 15% à la

Réunion et 5% en France.

La situation dans laquelle se trouve la population mahoraise est non seulement due aux prix exorbitants pratiqués par les capitalistes du commerce, notamment ceux des grandes enseignes, mais également à la politique de l'État français qui applique un régime spécial en matière de droits sociaux à ce 101<sup>e</sup> département français. Le smic mahorais est inférieur de 15% au smic français pour une même durée de travail hebdomadaire. Il en va de même des prestations sociales qui ne sont toujours pas appliquées dans leur intégralité. Et cette situation risque de durer puisque lors de la départementalisation de Mayotte du 31 mars dernier, il a été prévu que les rattrapages par rapport à la Métropole se fassent... sur 25 ans!

Quant à la ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, elle a surtout le souci de préserver les profits patronaux et de «*ne pas voir fragiliser le tissu économique*», comme cela a été le cas selon elle lors du mouvement social de 2009 à la Guadeloupe, qui aurait, a-t-elle dit, amené la suppression de 3000 emplois. Mais des emplois (et donc des revenus), la population mahoraise en manque cruellement. Plus de 30% des travailleurs sont privés d'activité et plus d'un jeune sur deux ne trouve pas de travail. Et c'est également là une des raisons de la colère.

Émile GRONDIN

## Dans les entreprises

### • Peugeot – Poissy (Yvelines)

# Un ouvrier tué au travail

Un ouvrier de 36 ans, père de trois jeunes enfants, est mort dans un accident du travail vendredi 30 septembre vers 11 heures du matin à l'usine Peugeot de Poissy.

Expérimenté (il travaillait dans le secteur depuis une dizaine d'années), il dirigeait la manœuvre d'un convoi entrant sur le domaine Peugeot, debout sur le marchepied du premier wagon, lorsque celui-ci a déraillé sur un taquet de sécurité, levé alors qu'il n'aurait pas dû l'être. L'ouvrier avait vu le danger et commandé un arrêt d'urgence au conducteur de la locomotive, mais le train n'ayant pu s'arrêter à temps, il a été éjecté et est tombé sous les roues du wagon.

Les ouvriers du secteur sont très choqués par la mort de leur camarade et depuis, les voitures ou les tôles sont

évacuées par la route. Ils sont allés aussi très nombreux à son enterrement.

La direction a convoqué un Comité d'hygiène et de sécurité à 15 heures ce jour-là. Sa première réaction a été de vouloir interdire aux délégués CGT de se rendre sur les lieux, pour mener une enquête, comme la loi le prévoit, les accusant même de voyeurisme, avant de reculer après discussion avec l'inspectrice du travail.

Il y a déjà eu un déraillement semblable, il y a quelques années, mais sur un wagon Gefco, différent, sur lequel le chef de manœuvre ne peut commander que de l'intérieur, et s'il avait été projeté dans le wagon, il s'en était tiré avec une grosse frayeur, mais de simples contusions seulement.

Beaucoup de questions se posent. Le taquet dérailleur en question sert à faire dérailler

des wagons hors de contrôle, pour éviter qu'ils n'aillent heurter d'autres wagons ou des ouvriers au travail. Aux limites du domaine SNCF et de celui de l'usine, il est censé être neutralisé par deux cadenas, un SNCF et un Peugeot, qui bloquent la commande manuelle. Il semble que la procédure a été allégée. Depuis deux ou trois ans, il n'y aurait qu'un cadenas SNCF, ouvert le matin et fermé le soir, les manœuvres se faisant par du personnel Peugeot ou SNCF, après «*entente préalable*».

D'expérience, les militants ouvriers de l'usine savent que la politique d'économies constantes menée par les patrons, dans ce cas ceux de la SNCF comme ceux de l'usine, est source de dangers. Ils cherchent à savoir si c'est le cas cette fois encore, et c'est bien ce qui rend la direction nerveuse.

Correspondant LO

### • Lyon

# Trois infirmières blessées lors d'une manifestation



Un grave accident s'est produit le 6 octobre à l'occasion de la grève contre le démantèlement des conventions collectives des hôpitaux à but non lucratif et des établissements du secteur social.

Fin août, les patrons ont dénoncé partiellement la convention du secteur hospitalier, le but étant de remettre en cause les salaires, de faire travailler plus et de lever les quelques barrières censées protéger les salariés des licenciements. Ce coup de force patronal a mis le personnel du

secteur très en colère.

Le 6 octobre, le patronat du secteur hospitalier étant en congrès à Lyon, les salariés se sont retrouvés près de 3000 à l'appel national des organisations syndicales. Soignants, éducateurs, administratifs et logistiques, très remontés, ont voulu s'approcher pacifiquement pour exprimer leur mécontentement, le plus près possible des portes bien protégées par un cordon de CRS.

Ceux-ci ont riposté en aspergeant généreusement les

manifestants de gaz lacrymogènes. Ce qui a provoqué un recul de la foule et trois infirmières de la clinique de la Mutualité de Saint-Étienne sont alors tombées dans un trou, mal protégé, de plus de trois mètres de profondeur. Toutes trois sont grièvement blessées, le pronostic vital est même engagé pour l'une d'entre elles.

Voilà qui a suscité beaucoup d'émotion dans les établissements, à la veille de la journée du 11 octobre.

Correspondant LO

### • ArcelorMittal – Florange (Moselle)

# Hauts-fourneaux mis en sommeil Imposer le partage du travail entre tous !

Mardi 11 octobre, la manifestation intersyndicale de la journée d'action des syndicats de Moselle se déroulait à Florange et a rassemblé 1 500 travailleurs de tout le département. Dix jours avant, 1 500 personnes avaient manifesté à Hayange à l'appel des élus et des syndicats pour faire une journée ville morte, juste avant la mise en sommeil lundi 3 octobre du P6, un des deux derniers hauts-fourneaux de Lorraine, l'autre étant déjà arrêté depuis juin.

L'inquiétude est grande dans les usines, mais aussi dans la population, sur l'avenir de ce qui reste de la sidérurgie en Lorraine, qui emploie encore plusieurs milliers de travailleurs, dont plus de 3 000 sur le site de Florange. Cette mise en sommeil est présentée comme temporaire, mais rien ne dit qu'ArcelorMittal redémarrera ses hauts-fourneaux, d'autant que l'arrêt met à mal les installations.

Dans l'immédiat, 1 500 travailleurs vont être touchés par le chômage partiel, indemnisé par l'État, mais 400 intérimaires ont perdu ou vont perdre leur emploi et autant de travailleurs de la sous-traitance seront touchés.

Un comble : sur le site de Florange, où travaillent environ 200 salariés venant de Gandrange suite à la fermeture de l'aciérie, la direction propose maintenant à certains

d'entre eux de faire le chemin inverse et de revenir temporairement à Gandrange sur le laminoir toujours en activité !

D'autres hauts-fourneaux sont mis en sommeil en Europe, en particulier à Liège et en Allemagne à Eisenhüttenstadt. De même, au Luxembourg tout proche, ArcelorMittal, après avoir supprimé 262 postes dans les usines de Rodange et Schiffange, a décidé la mise en sommeil des installations, avec des menaces sur 450 emplois supplémentaires.

Tout cela n'est en rien dû à la crise ou même à une chute des commandes mais à ce que, comme le dit sans complexes la direction d'ArcelorMittal, « Nous avons décidé de concentrer la production sur d'autres sites qui présentent de meilleurs coûts ».

Lakshmi Mittal, principal actionnaire et PDG du groupe, a précisé récemment qu'il

voulait mettre en œuvre un « plan d'optimisation des actifs d'un milliard de dollars » d'ici fin 2012 en concentrant « la production sur les usines à bas coût ».

Concrètement, la direction fait tourner à plein régime les hauts-fourneaux de Fos et de Dunkerque et y impose des heures supplémentaires, pendant qu'elle réduit au chômage partiel ou total des centaines de travailleurs à Florange et ailleurs.

ArcelorMittal prétend que la fonte produite à Florange lui coûte 40 euros de plus la tonne. Mais où est le problème, pour un groupe qui a réalisé 2,6 milliards de dollars de bénéfices au premier trimestre de cette année et qui en prévoit autant pour les trimestres à venir ?

ArcelorMittal en veut toujours plus pour les actionnaires et les opérations spéculatives. Pour profiter de l'envolée du prix des matières premières, il est en train de racheter, avec un groupe américain Peabody, un gros producteur de charbon australien, Mac Arthur Coal, pour la bagatelle de 5 milliards de dollars.

Alors, on ne peut se contenter d'espérer que de nouvelles



aides, réclamées par la gauche et la droite sous prétexte de produire de l'acier avec moitié moins de rejets de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, viennent sauver les installations de Florange. C'est bien la seule chose qu'a promise Hollande, lors de sa venue dans le cadre des primaires socialistes : intervenir auprès de l'Union européenne pour apporter de nouvelles aides.

Voilà quarante ans que les patrons de la sidérurgie sont gavés de subventions publiques sous un prétexte ou un autre, mais toujours en massacrant l'emploi.

L'espoir n'est pas non plus, comme le disait Ségolène Royal

en visite à Gandrange fin septembre, de « tenir jusqu'en mai 2012 », à moins d'avoir la mémoire courte. Comment oublier les plans Acier des gouvernements de gauche successifs ou le sort de l'usine Renault de Vilvorde, que Jospin s'était engagé à maintenir avant son élection en 1997 et qui a été fermée juste après ?

Il ne s'agit pas d'attendre les élections, mais de se préparer à imposer par la lutte le partage du travail entre tous sans baisse de salaire, c'est-à-dire le maintien en activité de tous les sites, quitte à ce qu'ArcelorMittal réduise ses prétentions à des bénéfices faramineux.

Étienne HOURDIN

### • Freescale – Toulouse

# Une fermeture d'usine menée en pleine opacité

Début 2009, la direction de Freescale annonçait sa décision de fermer en 2011 l'usine de Toulouse, qui compte plus de 800 travailleurs en production. Trente mois après, celle-ci fonctionne toujours à pleine capacité.

À l'époque, la direction n'avait pas de mots assez durs pour justifier sa décision : produits obsolètes, coûts de revient prohibitifs, commandes irrémédiablement en baisse... Certes, elle avait prévenu que l'annonce de la fermeture et l'arrêt de certaines productions imposeraient de réaliser des stocks. Alors que la date officielle de la fermeture se rapproche, il y a à ce jour près de 500 intérimaires recrutés pour faire face à la demande.

Le plan de fermeture, appelé plan de sauvegarde de l'emploi, mis en place début 2010, prévoyait que la fin d'activité n'aurait pas lieu avant mai 2011, mais l'échéance a été repoussée

une première fois à octobre 2011, puis une nouvelle fois à début 2012.

Si la direction n'entend pas revenir sur sa décision de fermer l'usine et de licencier 821 travailleurs, auxquels s'ajouteront les 500 intérimaires en fin de mission, chaque jour de plus démontre que les motifs invoqués n'étaient que des prétextes. Cette fermeture n'est justifiée que par la volonté des fonds d'investissement qui ont racheté Freescale, d'augmenter sa rentabilité. Sur les six sites de production Freescale encore en activité en 2009, seuls les trois sites situés aux États-Unis seraient conservés en 2012.

Ces reports successifs placent les travailleurs de l'usine de Toulouse dans une incertitude permanente, ballotés entre le désir de voir l'attente finir et le souhait de conserver cet emploi le plus longtemps possible avant d'être jetés à la rue.

Du côté des reclassements, la direction affirme toujours

son engagement d'« accompagner » chacun des travailleurs dont le poste va être supprimé jusqu'à ce qu'il trouve un nouveau CDI à l'extérieur. Comme toujours dans ces situations, les engagements patronaux sont du vent. Avec plus de deux ans de recul, on peut faire un bilan des reclassements. Au 16 septembre 2011, aux dires de la direction, seuls 99 travailleurs auraient retrouvé un CDI, 60 seraient partis avec un CDD d'au moins six mois et 43 seraient mis à leur compte.

Si beaucoup ont accepté de suivre des formations, la plupart ont dû revenir travailler à Freescale à l'issue de celles-ci, en constatant qu'il y a pas d'embauche si ce n'est sous forme de missions d'intérim payées au smic.

Dans ce contexte d'exaspération, la direction est bien avisée de ne pas trop faire pression sur les embauchés pour qu'ils retrouvent leur rythme de production d'avant l'annonce de



la fermeture. Par contre elle fait travailler les intérimaires sans ménagement, n'hésitant pas à les menacer pour un oui ou pour un non de ne pas leur verser leur indemnité de fin de mission, ou à leur faire envoyer des lettres d'avertissement pour des motifs bénins comme le non-respect des temps de pause.

La situation reste tendue et des maladroites ou des provocations de la maîtrise pourraient se traduire par des réactions d'exaspération ou de colère. Le niveau des indemnités a

été fixé en 2009, au terme des cinq semaines de grève, à deux fois les indemnités conventionnelles plus 15 000 euros ou 25 000 euros selon que le salarié part avant ou après la notification du licenciement, avec un plancher de 40 000 euros pour les moins de vingt ans d'ancienneté et 50 000 euros pour les plus de vingt ans d'ancienneté. Mais ce niveau devient de plus en plus visiblement insuffisant au fur et à mesure que la crise s'approfondit avec toutes ses conséquences.

Correspondant LO

## • Montupet Fonderies du Poitou Alu Ingrandes (Vienne)

### Le patron se défausse, la grève continue

Alors que la grève est entrée dans sa sixième semaine à la fonderie d'Ingrandes-sur-Vienne, la ténacité des travailleurs en lutte contre la baisse de 25 % des salaires projetée par leur patron, le groupe de fonderie Montupet, commence à faire bouger les choses.

Du côté des pouvoirs publics, inquiets de toute évidence de voir une lutte d'une telle détermination se prolonger, dans un contexte où le monde du travail dans son ensemble est brutalement attaqué, le ministre de l'Industrie, Éric Besson, s'est exprimé avec quelque fermeté contre l'attitude de Montupet.

Interpellé à l'Assemblée par une députée PS de la Vienne, le ministre a déclaré que les patrons de Montupet « ne peuvent nous dire qu'il n'y a pas d'autre solution que la baisse des salaires... ou la fermeture du site. Nous exigeons très clairement du groupe qu'il examine, avec les représentants des salariés, l'ensemble des solutions de nature à garantir l'avenir de ces fonderies ». Et d'ajouter : « Nous n'accepterons aucun laisser-faire de la part de Renault (le donneur d'ordres principal), et aucun chantage de la part du groupe Montupet, à l'encontre de ses salariés comme de son principal client. »

Le ministre Besson va avoir l'occasion de montrer si ses déclarations ne visaient qu'à se démarquer devant l'opinion du comportement de gangster de Montupet, ou s'il entend s'impliquer vraiment dans le dossier.

Lundi 10 octobre, alors que les grévistes préparaient leur participation à la manifestation interprofessionnelle du 11, ils ont en effet appris que la direction de la fonderie d'Ingrandes convoquait un Comité d'entreprise extraordinaire jeudi 13 octobre, avec à l'ordre du jour un projet de dépôt d'une déclaration de cessation des paiements.

Ainsi Montupet, groupe bénéficiaire dont le chiffre d'affaires a progressé de 32 %

au premier semestre 2011, dont le PDG et principal actionnaire Magnan s'octroie un salaire annuel d'un million d'euros, en plus du revenu de son paquet d'actions, voudrait s'exonérer de toute obligation, à commencer par celles vis-à-vis des salariés ! Après avoir délibérément baissé la charge de la fonderie d'Ingrandes en même temps qu'il surchargeait ses établissements de Châteauroux et de Laigneville, après avoir contraint les salariés à une longue grève en les mettant sous la menace d'une amputation d'un quart des salaires, Montupet voudrait à présent continuer à s'enrichir tranquillement de la surexploitation des travailleurs de ses autres fonderies, tandis qu'un administrateur judiciaire se chargerait de la recherche d'un hypothétique repreneur, avant la probable liquidation de l'entreprise et la mise au chômage de ses salariés.

Les fondeurs d'Ingrandes ont beau rejeter Montupet et ses méthodes de toutes leurs forces, ils n'entendent pas pour autant le laisser fuir ses responsabilités. Pas plus qu'ils n'acceptent que Renault et les pouvoirs publics les laissent arriver à la case chômage en se défaussant sur les décisions d'un tribunal de commerce.

Toujours en grève, toujours déterminés, ils peuvent exiger du gouvernement qu'il tienne les engagements du ministre Besson de n'accepter « aucun laisser-faire de la part de Renault, et aucun chantage de la part du groupe Montupet ». C'est-à-dire que soit trouvée dès maintenant une solution qui préserve à Ingrandes ce pour quoi ils se battent depuis si longtemps : les emplois et les salaires.

Correspondant LO

## • Usine Renault Sovab – Batilly (Meurthe-et-Moselle)

### Deuxième semaine de grève

Lundi 3 octobre, suite à une assemblée générale appelée par trois syndicats CGT-Sud-CFTC, plus de cent travailleurs de l'équipe de nuit de Renault Sovab se sont mis en grève.

Il y a un fort mécontentement sur les salaires, avec entre autres la forte réduction de la prime d'intéressement ces dernières années. Le salaire annuel imposable montre depuis 2008 une perte annuelle de plus de 1 000 euros pour un travailleur en 2x8. D'où la revendication d'une prime de rattrapage de 1 000 euros net ainsi qu'une prime de 200 euros net mensuels pour les changements horaires envisagés pour répondre à l'explosion des commandes. La direction voudrait en effet sortir 160 000 véhicules l'an prochain contre 115 000 cette année.

Mardi 4 octobre, l'équipe du matin puis celle d'après-midi suivaient le mouvement. En tout, entre 300 et 400 ouvriers, sur les 1 700 ouvriers en CDI de l'usine, étaient en grève et le sont toujours.

Mercredi 5 octobre, lassés de tourner dans l'usine sans que la grève s'étende, les grévistes ont bloqué les accès de l'usine aux fournisseurs et empêché la sortie des camions Master en stock. À l'heure où



nous écrivons, mardi 11 octobre, le blocage continue, la production est arrêtée et le nombre de grévistes, s'il reste minoritaire, ne faiblit pas. Il faut dire que les grévistes ont le soutien – hélas moral seulement pour l'instant – des non-grévistes comme de la majorité des 300 intérimaires et des 450 travailleurs détachés des autres usines du groupe.

En effet tout le monde voit qu'il y a des commandes en pagaille et de l'argent par milliards. Renault a fait un bénéfice de 1,25 milliard d'euros au premier semestre 2011 et a une trésorerie de 11 milliards. Alors, le directeur a beau dire que la Sovab est une filiale à 100% de Renault et oser expliquer dans le *Républicain lorrain* « Notre usine n'est pas un centre de profit mais un centre

de coûts », tout le monde sait que c'est du vent et que Renault-Sovab a les moyens de payer. Les travailleurs ont en mémoire les déclarations de Carlos Tavares, le numéro 2 de Renault, qui au salon de Francfort a déclaré à *La Voix du Nord* : « On fait de l'argent avec toutes les voitures que nous vendons... Même une Clio avec 40 % de rabais, on gagne de l'argent. »

Les grévistes se relaient jour et nuit aux deux piquets de grève qui bloquent les accès fournisseurs avec des feux de pneus. Bien que la direction ait répété qu'elle n'avait « pas un centime », les grévistes gardent le moral et ont l'envie de montrer qu'il y en a assez de travailler toujours plus, tout en gagnant toujours moins.

Correspondant LO

## • PSA – Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)

### Leurs objectifs : toujours plus de productivité

L'usine d'emboutissage PSA de Saint-Ouen produit des pièces de tôle pour la plupart des usines du groupe. Les chefs ont présenté récemment un projet de nouvelle organisation pour les trois ateliers de production. Le message se voulait rassurant : il ne s'agirait que d'« améliorer les flux », de « développer les compétences techniques » des ouvriers... Des postes seront supprimés, mais d'autres devraient être créés en compensation. Par conséquent, ce projet « ne devrait pas avoir d'impact en termes d'emploi ».

N'étant pas à une contradiction près, un chef a même affirmé que « rien ne change » avec cette nouvelle organisation... Mais dans les ateliers, le sentiment largement partagé, c'est la méfiance. D'abord, certains postes modifiés vont être plus chargés. Quant aux nouveaux postes censés être créés, on attend de les voir pour

croire ! D'autant plus qu'il y a environ six mois des gains de productivité importants ont été demandés par la direction générale à toutes les usines qui produisent des pièces pour PSA.

Ces temps-ci, la direction incite aussi les plus vieux d'entre nous, en particulier ceux qui ont des restrictions médicales, à partir dans le cadre de la GPEC (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences). Ils peuvent quitter l'usine pour « inadéquation au poste » avec des indemnités correspondant à quelques mois de salaire, puis toucher le chômage et enfin... la retraite. Pour ceux qui ont 58 ans et plus cela peut être intéressant financièrement... mais surtout c'est l'occasion de fuir l'usine ! Car, usés par le travail, par le bruit et les horaires décalés, ils ne pensent plus qu'à ça !

Mais pour la direction, c'est

aussi une façon peu coûteuse – car payée en partie par Pôle emploi – de se débarrasser de ceux qu'elle juge trop peu rentables et de les remplacer par des plus jeunes, plus productifs et moins payés. C'est encore un moyen d'augmenter la productivité de l'usine... et par la même occasion de faire de la place pour une partie des ouvriers de Melun que leur direction entend contraindre à accepter une mutation avant la fermeture de leur site, prévue à la fin du mois.

La même politique est menée à l'échelle de tout le groupe, augmentation de la productivité dans les usines, sans parler de la fermeture pure et simple de certaines d'entre elles. Voilà en partie d'où viennent les 11 milliards d'euros de réserves financières dont se vantait dernièrement Philippe Varin, le PDG de PSA.

Correspondant LO

## • Transports en commun de Clermont-Ferrand

### Contre les menaces de remise en cause des conditions de travail Six jours de grève

**Du 29 septembre au 5 octobre, les bus et les tramways de Clermont-Ferrand sont restés dans les dépôts, immobilisés par une grève quasi totale.**

Jeudi 29 septembre, jour d'une séance du comité syndical du Syndicat mixte des transports en commun (SMTC), le bras de fer contre l'entrée de RATP-Dev dans le capital de la SMTC s'engageait. Devant les risques de dégradation des conditions de travail qui en découlent, le personnel de l'entreprise T2C, gérée par le SMTC, se mettait à nouveau en grève, à plus de 90 %.

La colère était grande, en particulier après le rapport d'audit

sur le soi-disant état alarmant de la sécurité du tram. Effectué par la Systra, société filiale de RATP-Dev, c'est un rapport à charge, qui décrit la maintenance comme incompétente, ne sachant pas se servir des outils. Les faits dénoncés sont présentés comme offrant un risque pour la sécurité. Mais surtout aucune allusion n'est faite sur les remontées des problèmes dus au matériel, depuis des années, qui n'ont jamais été pris en compte par le SMTC. Faire semblant de découvrir ces problèmes aujourd'hui apparaît ainsi comme un prétexte pour justifier l'appel à une société qui posséderait plus de compétence: la RATP-Dev.

Devant le refus du

SMTC de prendre en compte leurs revendications, plus de 200 travailleurs sont venus soutenir les délégués syndicaux qui avaient rendez-vous le 3 octobre avec Serge Godard, président du SMTC et maire socialiste de Clermont-Ferrand. Ils sont montés de bonne humeur au premier étage de la mairie, accompagnés de pétards, de drapeaux, de cris et de slogans. Mais, sous prétexte qu'il ne pouvait pas négocier sous la pression, le maire a demandé l'intervention de la police pour les faire évacuer.

Réunis à nouveau en assemblée générale en début d'après-midi, c'est à environ 300 qu'ils se sont invités à la nouvelle réunion proposée au

siège du SMTC. Serge Godard, entouré de policiers, est entré dans les locaux sous les huées, ponctuées de quelques noms d'oiseaux.

À la suite de cette réunion, les délégués syndicaux, plutôt satisfaits, annonçaient que c'était gagné: l'entrée de la RATP-Dev était abandonnée. Mais, déjà échaudés par des promesses non tenues, les travailleurs demandaient un papier d'engagement signé. La colère monta d'autant plus rapidement après la lecture d'un communiqué du SMTC demandant la reprise du travail comme condition préalable. Devant l'absence d'engagement écrit, la grève était reconduite.

Il fallut attendre le

4 octobre au matin, et une nouvelle entrevue avec le SMTC, pour que les délégués syndicaux ressortent avec un document enfin signé. Entre-temps, deux véhicules, l'un de Serge Godard et l'autre de la directrice du SMTC, faisaient connaissance avec une volée d'œufs passant à basse altitude.

Deux points étaient acquis: la tenue d'une réunion technique sur la sécurité du tram, mais surtout l'annulation de l'entrée de RATP-Dev. À midi, une assemblée générale de 300 personnes votait la reprise pour le lendemain 5 octobre. Et c'est réunis autour d'un bon barbecue que ce succès a été savouré.

Correspondant LO

## • La Poste – Échirolles (banlieue grenobloise)

### Grève des facteurs

**Depuis le printemps dernier, les facteurs du bureau de poste d'Échirolles ont multiplié les actions et les grèves pour refuser une énième réorganisation, qui conduirait à supprimer encore six postes sur la cinquantaine actuels.**

À La Poste, comme dans tous les services publics, les conditions de travail se sont fortement dégradées ces dernières années.

Les tournées sur trois communes du sud de

l'agglomération grenobloise, Échirolles, Claix et Pont-de-Claix, ont été rallongées, surchargées, à tel point que les dépassements d'horaires non payés sont monnaie courante et qu'un facteur peut porter parfois sur son vélo 50 à 60 kg de courrier! Avec les suppressions massives de postes, les fonctionnaires sont aujourd'hui en minorité, remplacés partiellement par des embauchés en CDI et de plus en plus en CDD.

Pour justifier cette diminution des emplois, La Poste invoque une

baisse constante des plis papier, mais les facteurs, eux, voient se multiplier la publicité et les allers-retours des commandes Internet, sans compter tous les nouveaux bâtiments qui se construisent dans une agglomération en pleine densification.

Après avoir imposé un recul provisoire à la direction qui comptait mettre en place sa nouvelle organisation en juillet, la majorité des facteurs sont en grève depuis quinze jours et multiplient les actions. Ils font parler d'eux

régulièrement dans la presse et sur France 3. Ils ont appelé la population à venir les soutenir lors de leurs différents rassemblements, comme celui du samedi 1<sup>er</sup> octobre, où plus d'une centaine de personnes sont passées les soutenir devant la poste d'Échirolles. Ils ont fait signer des pétitions de soutien sur les marchés. Un comité de soutien se met en place, soutenu par les syndicats, des élus politiques et partis de gauche ou d'extrême gauche (PCF, Parti de gauche, NPA, LO).

Correspondant LO

## • GPV Davézieux (Ardèche)

### 225 licenciements : le Crédit mutuel doit payer !

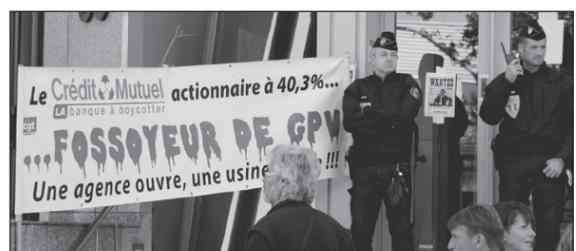
Cela fait quatre semaines que les ouvriers de GPV (fabrique d'enveloppes) de Davézieux occupent leur usine, empêchant le repreneur d'emporter les machines et le stock de papier. Car ce repreneur, choisi fin septembre par le tribunal, a décidé de fermer l'usine d'Ardèche.

Lundi 10 octobre, les ouvriers se sont rendus à 80 à Lyon pour soutenir leur

délégation. Celle-ci était reçue dans les locaux du Medef, dont l'entrée a été inondée d'enveloppes blanches. Après vingt ou trente ans d'ancienneté, ils ne veulent pas perdre leur emploi sans faire payer le Crédit mutuel, qui était l'actionnaire principal avant la mise en faillite. Malgré ses trois milliards d'euros de bénéfice en 2010, le Crédit mutuel

n'avait pas l'intention de verser d'indemnité supralégale.

La banque s'est même offert une demi-page dans le journal *Le Dauphiné libéré* pour expliquer que les licenciements étaient inévitables, que GPV ne lui avait jamais rien rapporté. Elle se plaignait des critiques dont elle était l'objet. Cet article en forme de provocation n'a pas dû lui coûter



bien cher, car elle détient 49% du journal.

Mais les ouvriers de GPV ont tenu bon. Et, grâce à leur ténacité, ils sont en passe d'obtenir une indemnité supplémentaire de 15000 euros

Par ailleurs, les facteurs continuent de s'adresser à leurs collègues des autres bureaux de poste, bien conscients que pour gagner il faudra un mouvement plus large. Dans deux autres centres de Grenoble, les facteurs commencent à s'organiser et ont déjà décidé de ne plus dépasser leur temps de tournée et de ramener le courrier non distribué. Et mardi 11 octobre les facteurs devaient être en tête de la manifestation interprofessionnelle.

Correspondant LO

## • STMicroelectronics Grenoble

### Les salariés du « test » dans le collimateur

Vendredi 7 octobre, une cinquantaine de salariés de l'unité « salle de test » de STMicroelectronics Grenoble se sont regroupés devant le rond-point du site et ont diffusé des tracts pendant deux heures. La banderole « *STGrenoble: chômage partiel, emplois menacés* » résumait la situation. Chômage partiel, car la direction vient d'annoncer que 113 salariés de la salle de test allaient en être victimes d'ici la fin 2011. Les 20 salariés de week-end sont particulièrement « ciblés », avec 16 postes de 12 heures, soit un mois et demi de chômage annoncé par la direction! Cela représentera pour eux une perte de 40 % du salaire.

Il y a quelques semaines, STMicroelectronics, une entreprise de semi-conducteurs qui a eu un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars et 830 millions d'euros de bénéfices en 2010, et ST-Ericsson, sa co-entreprise spécialisée dans les puces pour téléphones portables, ont annoncé un plan de suppression de 500 postes à ST-Ericsson dans le monde. Le prétexte: une baisse d'activité due aux déboires de son principal client, Nokia.

Peu après, STMicroelectronics a annoncé du chômage technique dans ses usines en France. Elle a déjà imposé une semaine cet été dans les principales usines du pays, à Crolles en Isère, à Rousset près d'Aix-en-Provence et à Tours. Et à nouveau une à trois semaines de chômage, selon les usines, vont être imposées d'ici la fin de l'année. Cela implique des pertes de salaire importantes.

En fait, la production de Grenoble représente de l'ordre du pour-cent de ce qui est produit globalement par l'entreprise. La direction n'aurait donc de fait aucun problème pour charger la production de Grenoble.

Dans le même temps le PDG, Bozotti, tentant de rassurer les marchés alors que l'action ST est en baisse, fait savoir que l'entreprise dispose d'un milliard de dollars de cash et cherche à faire une acquisition d'entreprise, visant encore à détruire des emplois.

Correspondant LO

## • SNCF

# Les contrôleurs en ont plus qu'assez !

**Jeudi 6 octobre, après qu'un contrôleur a été agressé et grièvement blessé à coups de couteau par un déséquilibré dans le train Lyon-Strasbourg, la quasi-totalité des contrôleurs SNCF ont « posé la sacoche ». Le mouvement s'est propagé comme une traînée de poudre.**

Les contrôleurs se sont rassemblés dans tous les établissements et ont suivi l'évolution de la situation grâce en particulier aux Smartphones, un équipement fourni par la SNCF qui a bien servi cette fois-là ! Les syndicats ont répercuté les informations, au fur et à mesure que les différents secteurs s'arrêtaient.

L'émotion était grande et beaucoup disaient les difficultés qu'ils ressentaient. Depuis des années, les agressions et les incivilités de toutes sortes se multiplient tant en grande ligne qu'en banlieue, alors qu'auparavant c'était plutôt rare sur les grandes lignes. À chaque agression, la direction rejette la faute sur le contrôleur, alors qu'elle pousse à faire du chiffre. Et lorsque Guillaume Pépy, le président de la SNCF, a déclaré que l'agresseur était « un malade et que cela pouvait arriver dans la rue », la colère est montée d'un cran.

Les contrôleurs ont vu là l'expression du mépris de quelqu'un qui feint d'ignorer qu'ils sont tous les jours en première ligne, confrontés aux conséquences de la dégradation du service, liée en particulier à la réduction des effectifs. Lors des assemblées générales qui se sont tenues, la revendication majeure était d'exiger d'être au minimum deux sur chaque train pour contrôler. Cela fait des années que les contrôleurs réclament cette double présence, mais la direction vise un seul contrôleur.

Le coup de colère qui a suivi l'agression a fait prendre conscience à beaucoup d'entre nous qu'il est possible de cesser le travail sans avoir besoin de préavis ou de procédures « d'alertes sociales ».

Dans la soirée du jeudi 6, la direction a annoncé qu'elle donnait aux contrôleurs jusqu'au vendredi 7 octobre à midi pour reprendre le travail car, selon elle, « l'émotion était passée ». Mais même si elle a menacé de déclarer en absence irrégulière ceux qui ne respecteraient pas son délai, bien des reprises se sont étalées jusqu'au samedi 8.

Aujourd'hui, la SNCF annonce qu'elle instaurera début 2012 un filtrage sur les quais avant le départ de certains



trains. Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'ainsi elle espère faire circuler les trains avec un seul contrôleur, sous prétexte que, dit-elle, la sécurité sera assurée par le filtrage. Mais ce filtrage ne peut que ralentir l'accès au train, provoquer des retards et donc un nouveau mécontentement des usagers, sans compter que, lors des arrêts tout au long du parcours, les filtrages seront peu nombreux faute de personnel. On voit donc mal comment un contrôleur seul dans

le train pourrait être alors en meilleure situation de sécurité.

Tous les contrôleurs en ont plus qu'assez de s'exposer aux agressions et autres incivilités.

Et cette grève spontanée a permis de mesurer la force qu'ils représentent et leur volonté de se faire respecter.

Correspondant LO

## • La journée du 11 octobre à la SNCF

# Le mécontentement est là, l'envie de l'exprimer aussi

**Malgré le peu de préparation pour cette journée du 11 octobre où, selon les secteurs, les travailleurs étaient appelés à diverses actions, débrayages, manifestations, etc., elle n'est pas passée inaperçue. À l'appel essentiellement de la CGT, les cheminots ont répondu présent de diverses façons.**

En tout cas, en région parisienne comme en province, le trafic a été perturbé et dans les ateliers la grève a été en général bien suivie, de même que chez les agents des guichets et des services commerciaux de la SNCF. Bref, tous les secteurs ont été concernés, parce que partout les conditions de travail se dégradent.

Quelques exemples. À Nantes, la grève a été très bien suivie chez les agents de conduite, alors qu'en gare le

mouvement était plus mitigé. À Lyon, devant les ateliers d'Oullins qui rassemblent quelque 800 travailleurs, le piquet de grève était le matin gros d'une quarantaine de grévistes et presque la moitié des ouvriers étaient en grève. Aux ateliers du TGV Atlantique de Châtillon, en région parisienne, le piquet de grève était lui aussi bien fourni et le nombre de grévistes tournait autour de 40 % de l'effectif. En région Bretagne, c'est dans l'atelier de maintenance du dépôt de Rennes que le mouvement a été le mieux suivi et la grève majoritaire. Les agents de conduite aussi ont été à 54 % en grève, ce qui, compte tenu de la manière dont le mouvement avait été si peu préparé, a fait dire à certains que c'était vraiment très bien !

Cette façon dont les travailleurs de la SNCF se sont exprimés au cours de cette journée témoigne combien le mécontentement est fort et combien

aussi la capacité des travailleurs à réagir est intacte. Même si personne n'avait d'illusion quant à la possibilité d'obtenir quoi que ce soit par une telle journée, la volonté de montrer à la direction que sa politique ne passe pas et que personne n'est résigné était bien là. Les conditions de travail qui se dégradent, les roulements pourris pour les roulants (agents de conduite et contrôleurs), les départs en retraite non remplacés, les travailleurs du fret qui ne savent pas ce qu'ils vont devenir, ceux des guichets qui sont poussés vers la sortie puisque les automates devraient les remplacer, les salaires toujours en panne, bref, les raisons de cesser le travail s'accumulent.

La direction ferait donc bien de considérer cette journée du 11 octobre comme un avertissement et un avant-goût de ce que les travailleurs pourraient bien lui réserver.

Correspondant LO

## Le Paris-Trouville-Deauville : la galère

**Le week-end des 1er et 2 octobre a été marqué par la saturation de la desserte vers Trouville-Deauville, avec des voyageurs refoulés des trains, d'autres effectuant le parcours debout, voire dans les toilettes.**

La direction SNCF savait à l'avance que cela se passerait ainsi. Le taux d'occupation des trains dès le mercredi et le jeudi précédents affichait la saturation, et l'annonce d'un temps clément garantissait qu'il y aurait beaucoup de monde pour passer une journée ou un week-end à la mer.

Régulièrement, les vendredis soir comme les samedis et dimanches matin, les trains bondés laissent jusqu'à 200 à 300 voyageurs sur les quais, ont estimé les contrôleurs, sans compter les 500 voyageurs debout dans les trains, en plus des 600 assis. Il n'est alors plus possible de bouger, de passer d'une voiture à une autre ou d'utiliser les toilettes, le tout posant d'évidents problèmes de sécurité.

Ce premier week-end d'octobre, les syndicats de cheminots et les usagers avaient demandé à la SNCF de mettre des trains supplémentaires ou des rames à deux niveaux, ce qui augmente la capacité d'accueil d'environ 40 %. Mais elle n'a

rien voulu savoir. Les radios ont rapporté la colère de nombre de voyageurs et la façon dont des cheminots se sont fait prendre à partie à cause de la politique de la direction SNCF.

En fait, la SNCF poursuit son projet : mise en place de la réservation des places obligatoire sur tous les trains. Une fois toutes les places vendues, la réservation s'arrête. Ceux qui ont leur billet peuvent alors avoir une place assise, les autres ne sont absolument pas assurés de pouvoir partir. Il n'y a ainsi plus d'obligation de service public pour les trains de voyageurs, tandis que la SNCF s'assure la possibilité de faire varier les prix des billets vers le haut, en fonction de la demande ! Et les trains vers la mer de ce week-end d'octobre ne sont qu'un exemple de ce qui est en train de devenir la règle.

Voilà comment les cheminots comme les usagers sont les otages de la politique de rentabilité de la SNCF.

Correspondant LO

## • Turquie

# Une solidarité subite avec les Palestiniens qui cache des appétits pétroliers

Le Premier ministre turc Erdogan s'est taillé une nouvelle popularité dans les pays arabes, en particulier depuis que la Turquie, longtemps alliée de l'État d'Israël, a pris ses distances d'avec celui-ci.

Dénonçant la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens, la Turquie a participé il y a deux ans à l'expédition humanitaire vers Gaza en tentant d'y envoyer le navire Mavi Marmara, dont neuf passagers turcs ont alors été tués par les commandos israéliens. Et début septembre, constatant qu'Israël refusait toujours toute excuse à ce sujet, le gouvernement turc a décidé de renvoyer son ambassadeur.

Le ministre des Transports turc a même rappelé à l'ordre Israël en déclarant qu'il se comporte dans cette région « comme les pirates dans le golfe d'Aden. » Et d'ajouter que « personne n'a le droit d'annexer ces eaux. Ceux qui le font recevront une réponse de notre part ».

Pourtant, depuis plus de soixante ans qu'existe l'État d'Israël, la Turquie ne s'était guère montrée sensible au sort des Palestiniens, mais plutôt avant tout l'alliée des États-Unis et de leur allié israélien. Ce changement récent est à mettre en liaison avec les tentatives du gouvernement Erdogan de faire jouer à la Turquie un rôle central dans les conflits du Proche-Orient, en en faisant l'interlocuteur de tous les gouvernements sur les plans diplomatique et surtout commercial, l'industrie turque



plaçant désormais ses produits sur tous les marchés, des Balkans à l'Asie centrale.

Mais à cela s'ajoutent maintenant des intérêts encore plus directs. En effet, des réserves très importantes de gaz et de pétrole ont été découvertes au sud de Chypre. Selon la presse chypriote grecque, des accords secrets auraient été signés en 2008 entre le gouvernement de Chypre, la compagnie américaine Noble Energy International et une compagnie israélienne, cet accord excluant totalement les Chypriotes turcs et la Turquie. Et malgré ses multiples tentatives d'être associée à cet accord, la Turquie n'a rien obtenu.

Le gouvernement turc a donc décidé de passer à un stade supérieur en menaçant d'agir militairement. En effet, en décembre 2010 Israël et Chypre ont signé un accord pour délimiter leurs frontières en mer et les zones d'exploitation d'hydrocarbures, excluant la Turquie de ce partage. « Nous ne laisserons pas Israël exploiter seul les ressources de

la Méditerranée. Ils ne pourront pas s'arroger ce droit. Nous avons pris des mesures », a donc déclaré Erdogan. Et le ministre israélien de l'Énergie de répondre qu'« Israël soutiendra et sécurisera ses plates-formes en Méditerranée ».

La tension est donc en train de monter. La Turquie a récemment signé des accords avec la République turque de Chypre-Nord (RTCN) et a commencé ses propres travaux d'exploration près de Chypre. Des avions militaires turcs et américains survolent la zone où des forages ont déjà commencé. La presse chypriote fait état du fait que le gaz sortira des profondeurs dès fin décembre et que déjà plus d'une dizaine de compagnies pétrolières auraient fait des démarches auprès du gouvernement de Chypre pour se partager l'exploitation !

On le voit, le changement d'attitude du gouvernement turc cache bien des calculs, et le peuple palestinien aurait tort de trop se fier à cette solidarité tardive et très intéressée.

Julien SILVA

## • Après la mort de Steve Jobs

# Légende et triste réalité

La mort de Steve Jobs, fondateur d'Apple, qui est aujourd'hui l'entreprise la plus riche du monde avec une capitalisation boursière de 352 milliards de dollars, a été l'occasion pour les chefs d'État de rendre les uns après les autres un hommage appuyé au « visionnaire » et au « capitaine d'industrie ».

Steve Jobs a sans doute eu des intuitions géniales, mais des intuitions commerciales avant tout. L'iPhone ou l'iPad sont évidemment des inventions collectives dues au travail du personnel d'Apple même si Steve Jobs a joué son rôle, ne serait-ce que de chef en marketing.

Mais si Steve Jobs a fait fortune, il ne le doit pas uniquement à son génie informatique. Il avait, comme tous les patrons qui réussissent, le génie de l'exploitation.

Cet homme d'affaires sans scrupule a fait fabriquer ses produits en Chine dans une entreprise, Foxconn, qui emploie 900 000 travailleurs et a fait la une en raison du suicide de treize de ses salariés, tellement les conditions de travail sont dures. Il faisait aussi appel, toujours en Chine, à l'entreprise Wintek fabriquant des écrans tactiles pour l'iPhone. Le solvant utilisé pour nettoyer les écrans contenait du n-hexane,

un produit hautement toxique qui attaque le système nerveux. 137 travailleurs ont été empoisonnés par ce produit, dont la dangerosité était établie depuis les années 1960.

Apple, comme beaucoup d'autres, signe des contrats de sous-traitance avec des entreprises qui fabriquent ses produits au coût le plus bas possible. Steve Jobs ne pouvait pas ignorer que ces usines sont des bagnes où les ouvriers meurent à petit feu.

Voilà le type de « visionnaire » que la société capitaliste encense.

Catherine OLIVIER

# Meetings avec Nathalie Arthaud



## Poitiers

jeudi 13 octobre à 20 h 30  
Maison des Trois Quartiers,  
23, rue du Général-Sarrail

## Grenoble

dimanche 16 octobre à 15 h 30  
à la fête de Lutte Ouvrière

## Aix-en-Provence

mercredi 19 octobre à 18 h 30  
Salle Europaia,  
6, avenue Robert-Schuman  
(près de la faculté des lettres)

## Dunkerque

jeudi 20 octobre à 18 h 30  
Salle polyvalente des Glacis

## Chartres

vendredi 21 octobre à 20 heures  
Espace Jean-Moulin,  
22, rue Jean-Moulin à Champhol

## Le Mans

samedi 22 octobre à 20 heures  
à la fête de Lutte Ouvrière

## Dijon

dimanche 23 octobre à 15 h 30  
à la fête de Lutte Ouvrière

## Le Puy-en-Velay

mardi 25 octobre à 18 heures  
Centre Roger-Founeyron, salle 203

## Caen

jeudi 27 octobre à 20 heures  
Centre des congrès  
13, avenue Albert-Sorel

## Saint-Quentin

samedi 29 octobre à 18 heures  
Salle Saint-Martin, rue de Péronne

## Valence

mercredi 2 novembre à 19 heures  
Parc des Expositions, salle Espace  
16, avenue Georges-Clemenceau